

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT VÉTÉRINAIRE
(Diplôme d'État)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris en 1930

PAR

Pierre THOMAS

né le 8 Mai 1906

à MELUN (Seine-et-Marne)

La Loi du 1^{er} Août 1905

SA DOCTRINE, SES APPLICATIONS
à l'inspection de salubrité
des viandes et des produits dérivés.

JURY :

Président : M. BALTHAZARD, Professeur à la Faculté de Médecine.

Assesseurs { M. VERGE } Professeurs à l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort.
{ M. PETIT }

IMPRIMERIES
LES PRESSES MODERNES
45, Rue de Maubeuge
PARIS (IX^e)

1930



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

Année 1930

N°

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT VÉTÉRINAIRE
(Diplôme d'État)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris en 1930

PAR

Pierre THOMAS

né le 8 Mai 1906

à MELUN (Seine-et-Marne)

La Loi du 1^{er} Août 1905

SA DOCTRINE, SES APPLICATIONS
à l'inspection de salubrité
des viandes et des produits dérivés.

JURY :

Président : M. BALTHAZARD, Professeur à la Faculté de Médecine.

Assesseurs { M. VERGE { *Professeurs à l'École Nationale Vétérinaire d'Alfort.*
 { M. PETIT

IMPRIMERIES
LES PRESSES MODERNES
45, Rue de Maubeuge
PARIS (IX^e)

PERSONNEL ENSEIGNANT DE L'ÉCOLE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

Directeurs honoraires : MM. P.-J. CADIOT et H. VALLÉE

Directeur : M. E. NICOLAS

Professeurs honoraires : MM. G. BARBIER, Inspecteur général honoraire des Ecoles Vétérinaires; P.-J. CADIOT, A. RAILLIET, H. VALLÉE.

PROFESSEURS ET CHARGES DE COURS

	MM.
Anatomie descriptive des animaux domestiques	BRESSOU.
Physiologie, thérapeutique générale	MAIGNON.
Parasitologie et maladies parasitaires, clinique; Zoologie	HENRY.
Physique et Chimie médicales, toxicologie, pharmacie	NICOLAS.
Pathologie médicale des équidés et des carnassiers, clinique; sémiologie et propédeutique, jurisprudence	ROBIN.
Pathologie chirurgicale des équidés et des carnassiers, clinique; anatomie chirurgicale, médecine opératoire et ferrure	COQUOT.
Pathologie bovine, ovine, caprine, porcine et aviaire, clinique; médecine opératoire, obstétrique	LESBOURIES.
Pathologie générale et microbiologie, maladies microbiennes et police sanitaire, clinique	PANISSET.
Histologie et embryologie, anatomie pathologique; autopsies	PETIT.
Zootéchnie et économie rurale	DECHAMBRE.
Agronomie, botanique et hygiène; matière médicale	{ DECHAMBRE et HENRY.
Industrie et contrôle des produits d'origine animale	



PROFESSEUR AGREGÉ

M. LESBOURIES

Chef de travaux agrégé : M. SIMONNET

CHEFS DE TRAVAUX

MM. MONVOISIN, MOUSSU (R.).

La Faculté de Médecine et l'Ecole Vétérinaire déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation, ni improbation.

HISTORIQUE

D'anciens documents historiques, législatifs, réglementaires et judiciaires montrent que de tout temps, l'appât d'un gain excessif a provoqué dans le commerce de l'alimentation, des malfaçons, falsifications ou tromperies diverses. Aussi, depuis longtemps, s'est-on préoccupé de réglementer le commerce et l'alimentation. C'est ainsi qu'en fait foi un livre religieux, un peu vétuste, intitulé : « Examen général de conscience sur tous les péchés qu'on peut commettre dans les différents états de la vie. Ouvrage utile aux confesseurs et aux pénitents, surtout à ceux qui veulent faire une confession générale. Par Messire Jean PONTAS, docteur en droit-canon et sous-pénitencier de l'Eglise de Paris... A Paris chez Jacques VINCENT... 1728 ».

Mais ce n'était là que des recommandations, intéressantes certes, mais sans effet pratique. Il a fallu attendre le code pénal pour y voir une série de textes destinés à assurer la sincérité du débit des denrées, boissons et marchandises et à réprimer les fraudes et tromperies.

Ce code prévoyait un certain nombre de délits, c'étaient :

1° Le fait d'avoir trompé l'acheteur sur la nature de toute marchandise (article 423);

2° La tromperie par usage de faux-poids ou de fausses mesures, sur la quantité des choses vendues (article 423);

3° Le fait d'avoir vendu ou débité des boissons falsifiées, contenant des mixtions nuisibles à la santé (article 318).

A côté de ces délits, existaient des contraventions punies seulement de peines de simple police, comme le fait d'exposer en vente des comestibles gâtés, corrompus ou toxiques (article 475, paragraphe 14 et 477).

Cette législation était manifestement insuffisante; elle manquait de cohésion et présentait de graves lacunes. Elle prévoyait bien dans une certaine mesure la falsification des denrées alimentaires liquides, mais elle ne punissait que par des peines légères la falsification des denrées alimentaires solides. La mise en vente de comestibles gâtés, corrompus ou nuisibles était considérée dans tous les cas comme une simple contravention.

La Loi du 27 mai 1851 eut pour objet de combler ces lacunes. Elle régissait bien, cette fois, les falsifications de boissons et de denrées alimentaires, ainsi que les tromperies dans la vente des marchandises; mais elle avait un défaut capital, surtout en pareille matière, celui de n'être nullement préventive. Aucune de ses dispositions n'entravait le libre exercice de la fraude et ne mettait en garde l'acheteur.

Le législateur vit cette lacune. Il élaborait alors la Loi du 14 mars 1887 concernant la répression des fraudes commises dans la vente des beurres; puis celle du 16 avril 1897 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et de la margarine. Il en vota d'autres concernant les boissons. Mais en dépit des améliorations apportées par ces lois spéciales, le fraudeur avait encore le moyen de tromper l'acheteur. C'est ainsi, pour ne citer qu'un exemple, que, sauf pour les tromperies

sur la quantité, lorsqu'un produit alimentaire, ni falsifié, ni corrompu, était, non pas vendu, mais simplement mis en vente, le fait échappait à toute répression, alors même qu'il y avait eu fraude.

Les plaintes se multipliant et les fraudes faisant sans cesse de nouveaux progrès, le Gouvernement s'émut. En 1885, le Sénat était saisi d'un projet de loi par M. GOMOT, ministre de l'Agriculture; en 1895 seulement, ce projet était repris par le Gouvernement et complété. On attendit encore trois ans, et le 6 avril 1898 M. MÉLINE déposa sur le bureau du Sénat un nouveau projet de loi qui, sept ans plus tard, devint la loi du 1^{er} août 1905.

Cette loi fondamentale fut modifiée, complétée par différentes lois de détail. Une modification a été apportée à son article 5 par l'article 6 de la Loi du 15 juillet 1907 sur les Contributions indirectes. La Loi du 5 août 1908 a modifié l'article 11 et étendu les pouvoirs réglementaires conférés par ce texte à l'Administration. Elle fut encore complétée par la Loi du 28 juillet 1912; et enfin de nouvelles modifications ont été introduites par la Loi du 20 mars 1919 et par l'article 128 de la Loi de finances du 31 décembre 1921.

Enfin de nombreux décrets ont été pris conformément aux lois de 1905, 1908 et 1912.

LA TROMPERIE

a) *Définition de la tromperie et ses caractères.*

Pour être puni en vertu de la Loi du 1^{er} août 1905, il faut qu'il y ait eu tromperie, c'est-à-dire que le contractant ait été induit en erreur sans toutefois qu'il soit nécessaire de pratiquer des manœuvres frauduleuses. Il convient de remarquer que le législateur n'a pas innové sur ce point, le fait de tromperie était déjà puni sous le régime de la Loi de 1851. Mais la tromperie peut se compliquer de manœuvres frauduleuses; elle pourrait donner lieu alors, soit à l'application de l'article 2 de la Loi de 1905, sur les circonstances aggravantes, soit à l'application de l'article 405 du Code pénal qui punit l'escroquerie.

1) *Tentative de tromperie.* — Avant le vote de la loi sur les fraudes, l'article 423 du Code pénal exigeait que le délit soit consommé pour être punissable; la Loi de 1851 ne réprimait la tentative de tromperie que lorsqu'il s'agissait de mise en vente de denrées falsifiées ou de tromperie sur la quantité. Sous le régime de la loi actuelle, les sanctions qu'elle prévoit, atteignent la mise en vente, aussi bien que la vente consommée.

Avant 1905, la Cour de Cassation avait jugé que les caractères de la tentative n'étaient pas des éléments constitutifs et nécessaires de la tentative de délit de tromperie sur la quantité de la marchandise vendue. Cer-

tains auteurs, comme MONIER, CHESNEY et ROUX ont même soutenu que cette solution devait encore être admise pour la tentative de tromperie prévue par la Loi de 1905. Mais heureusement, la jurisprudence actuelle n'admet plus cette interprétation inexacte de la loi (Cr. 22 avril 1921).

2) *Intention frauduleuse.* — Pour qu'il y ait délit il faut que la tromperie ait été commise avec intention frauduleuse. Ce caractère est formel; il résulte d'ailleurs du rapporteur de la loi au Sénat. « Devant les tribunaux répressifs, dit M. THÉVENET, il ne suffira pas de dire que les marchandises sont falsifiées ou qu'il y a eu tromperie; il faudra prouver la mauvaise foi de celui qui a vendu la marchandise incriminée ». Cependant un jugement du 5 février 1909 déclare que « toutefois, une pratique commerciale délictueuse, ne saurait, du fait de sa fréquence, suffire pour établir la bonne foi du prévenu et le soustraire à la répression ». De plus, la mauvaise foi est légalement affirmée, lorsque le juge du fait constate que l'inculpé, « qui mettait en vente une denrée garantie pure, avait constitué cette denrée en opérant des mélanges et s'était forcément rendu compte, en raison de sa compétence de la falsification de la substance ainsi obtenue ».

Par contre, il ne saurait y avoir aucune présomption de culpabilité à l'encontre d'un prévenu inculpé de tromperie s'il a négligé de procéder à toutes vérifications utiles avant de livrer au public les produits de son commerce (Cr. 11 mars 1911; 12 janvier 1912; 17 février 1912; 3 mars 1922; 2 décembre 1922). De plus, si le prévenu n'a agi que comme intermédiaire, les juges du

fond ont le droit de déduire que l'intention frauduleuse n'est pas établie (Cr. 3 mars 1922). Il découle du jugement précédent, que l'arrêt qui déclame « une marchande coupable d'avoir falsifié du lait par addition d'eau et d'avoir mis ce lait en vente, sachant qu'il était falsifié, par le motif que tout revendeur de lait, est tenu de contrôler la qualité de la marchandise et que, s'il ne le fait pas, les juges sont fondés à affirmer qu'il est l'auteur de la fraude, à moins qu'il n'établisse qu'elle est l'œuvre d'un tiers » viole la loi par le fait qu'il fait peser sur le prévenu une présomption de culpabilité non prévue par la loi. (Cr. 2 décembre 1922).

b) *Définition des marchandises sur lesquelles porte la tromperie.*

En droit, l'expression marchandises comprend toutes les marchandises, quelles qu'elles soient, c'est-à-dire toutes les choses mobilières, même celles dont la vente est prohibée.

La difficulté qui surgit ici, c'est la question de savoir si le mot « marchandises » s'applique même aux animaux vivants. Puisqu'aucune restriction n'a été apportée au texte de la loi, il est incontestable que les animaux vivants, alors qu'ils sont mis en vente, constituent bien des marchandises. C'est l'opinion de M. Le Poittevin, dans son traité des Fraudes et Falsifications; c'est également la nôtre. Nous nous réservons de traiter plus complètement cette question à la fin de cette thèse lorsque nous parlerons des applications de la loi à l'inspection de salubrité des viandes et des produits dérivés.

c) Par qui peut être exercée la tromperie.

Tout d'abord, il s'agit de rétablir une erreur qui s'est glissée à certains passages du texte de la Loi du 1^{er} août 1905. A la différence de la législation antérieure, ladite loi frappe la tromperie ou tentative de tromperie, non plus seulement dans la vente, mais encore dans toutes les autres conventions commerciales. Ce nouvel état de choses résulte expressément d'un amendement de M. le député Perroche qui a fait substituer le mot « contractant » au mot « acheteur » qui figurait dans le projet primitif. On ne saurait donc accorder aucune force, ni aux termes de l'alinéa 3 de l'article 1^{er} qui prévoit le cas où la désignation de l'espèce et de l'origine de la marchandise devra être « considéré comme la cause principale de la vente », ni au titre de la loi qui dit : « Loi sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises... » Il faut penser que le mot « vente » n'est resté ici que par suite d'un oubli.

Par suite, la tromperie est délictueuse, qu'elle ait été commise par l'acheteur ou par le vendeur. C'est ce qui résulte du texte même de l'article 1^{er} qui porte : « quiconque aura trompé ou tenté de tromper le contractant... » ; ainsi que de l'intervention de M. Aldy à la séance de la Chambre des Députés du 8 décembre 1904 qui fit remarquer que l'article 1^{er} ainsi rédigé « permettra de protéger les propriétaires producteurs contre les négociants malhonnêtes qui feraient usage, à leur détriment d'appareils de mesurage ou de pesage faux ou inexacts ou d'autres pratiques analogues ».

D'ailleurs, il a été jugé que les falsifications et les tromperies sont punies par la loi, sans distinction entre

le cas où elles émanent d'un négociant et celui où elles ont été opérées par un non-commerçant (Montpellier, 12 novembre 1910). Un autre jugement étend au maître la responsabilité d'un délit pratiqué par son employé, s'il est démontré que celui-ci n'avait agi que conformément aux ordres qui lui avaient été donnés (Cr. 29 juillet 1869).

d) *Différents modes de tromperie.*

1) *Tromperies sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles.* — Avant le vote de la Loi du 1^{er} août 1905, la jurisprudence s'accordait déjà pour reconnaître que le texte de l'article 423 du Code pénal ne devait pas s'employer dans un sens trop restreint. Il ne punissait que le fait de tromperie sur la nature de la marchandise, cependant que les tribunaux appréciaient déjà le mot « nature » dans un sens beaucoup plus large. C'est ce qui a été parfaitement reconnu dans l'exposé des motifs de la loi du 1^{er} août 1905, quand il y est dit que « le caractère essentiel du délit prévu par l'article 423 du Code pénal est que la tromperie porte sur la nature même de la marchandise, soit que la fraude provienne de ce que la chose vendue a été donnée pour ce qu'elle n'a jamais été, soit que la nature en ait été altérée au point d'être rendue impropre à l'usage auquel elle était destinée. La tromperie délictueuse réussit ainsi à produire dans l'esprit de l'acheteur une erreur sur la substance même de la chose qui a fait l'objet du contrat, erreur que la loi civile reconnaît comme une cause de nullité de la convention ».

C'est dans le texte de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905 qu'a été substitué, à la formule de l'article 423 du Code pénal, celle de tromperie « sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises ». C'est dans l'exposé des motifs, que l'on trouve sa justification. « A l'expression unique du Code pénal, nature des marchandises, le projet ajoute les mots : qualités substantielles, composition, teneur en principes utiles, qui complètent la pensée de la loi et lui donnent une précision devenue plus nécessaire en raison des procédés scientifiques actuellement en usage pour la vérification des éléments constitutifs d'un grand nombre de produits ».

Cette interprétation a toujours été affirmée dans tous les arrêts rendus sous le régime de la loi du 1^{er} août 1905. Il a été jugé notamment que constitue une tromperie sur les qualités substantielles de la chose vendue, le fait par un marchand de chiens, qui après l'avoir promis à son acheteur, délivre un pedigree incomplet, sous la forme d'une copie dépourvue de tout caractère d'authenticité (Tribunal correctionnel de la Seine, 22 janvier 1924). Constitue également une tromperie sur la teneur en principes utiles, le fait d'adjoindre, après coup, du lait dans la crème (Cassation, 12 janvier 1912).

Il faut cependant que l'acheteur ait été trompé, c'est-à-dire qu'au moment où il contractait, il ait été amené à constater que les principes utiles qui font totalement ou partiellement défaut existaient dans la marchandise ou s'y trouvaient dans une plus forte proportion.

Pour M. Le Poittevin, il n'est pas nécessaire « que celui qui livre la marchandise ait accompli sur celle-ci un fait positif dans le but d'en modifier les éléments; il

suffit qu'il ait livré une marchandise impropre à l'objet auquel elle était destinée ».

Pour M. Pautel, la mise en vente sur un marché alimentaire de viande de chien et de chat constitue le délit de tromperie sur la nature de la marchandise vendue, puisque « dans l'état actuel de nos mœurs, le chien et le chat ne sont pas considérés comme des animaux alimentaires ». Mais si M. Pautel admet avec juste raison le fait précédent, il ne comprend pas que le fait de mettre en vente de la viande de chèvre pour de la viande de monton, soit puni pour infraction à la loi du 1^{er} août 1905. Il pense que la pénalité « pouvant paraître trop sévère comparativement au délit », un simple arrêté municipal suffirait pour réprimer ce genre de fraude.

2) *Tromperie sur l'espèce ou sur l'origine.* — Lors de l'élaboration de l'article 423 du Code pénal, le Corps législatif avait proposé d'ajouter aux mots « sur la nature », les mots « ou l'origine de toutes marchandises ». Cet amendement ayant été repoussé par le Conseil d'Etat, il en était résulté jusqu'en 1905 une incertitude de la jurisprudence, qui malgré ce rejet pensait parfois que la tromperie sur l'espèce ou sur l'origine se trouvait implicitement contenue dans la tromperie sur la nature. C'est donc pour « trancher des controverses doctrinales » dit l'exposé des motifs, que l'article 1^{er} de la Loi du 1^{er} août 1905 assimilé à la tromperie sur la nature ou les qualités substantielles le fait d'avoir trompé sur l'espèce ou l'origine de toutes marchandises.

a) *Tromperie sur l'espèce.* — La tromperie sur l'espèce ne présente aucune ambiguïté; il suffit de s'en rapporter à l'exposé des motifs qui en précise la portée.

« L'acheteur est, en réalité, trompé sur l'espèce de la marchandise, lorsqu'on lui vend, par exemple, de l'huile de coton pour de l'huile d'olive, de la cire minérale pour de la cire d'abeille... »

b) *Tromperie sur l'origine.* — « C'est tromper sur l'origine, porte l'exposé des motifs, que vendre pour un vin d'un crû déterminé un vin d'un autre crû, pour du beurre d'Issigny un beurre ordinaire..., du mouton frigorifié argentin pour du mouton frais. L'origine constitue en ce cas une différence spécifique, déterminant l'espèce et les qualités essentielles des marchandises en vue desquelles les parties ont contracté ».

Toutefois, pour atténuer certains effets d'une interprétation trop large, le législateur a pris soin d'ajouter dans le 3^e alinéa de l'article 1^{er}, à la suite des mots, soit sur leur espèce ou leur origine « lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine faussement attribuées aux marchandises devra être considérée comme la cause principale de la vente ». L'exposé des motifs renforce encore ce texte en déclarant que « de même, aux termes de l'article 1110 du Code civil, l'erreur sur la personne ne vicie le contrat que lorsque la considération de la personne a été la cause principale de la convention ».

En vertu de ces textes, il a été jugé notamment que constitue une tromperie sur l'origine :... « le fait de mettre en vente sous la dénomination qui constitue la marque d'une marchandise, une marchandise autre que celle qui a réellement droit à cette dénomination. De plus, le fait que le vendeur aurait acquis cette marchandise à la liquidation des stocks de l'armée, ne saurait

l'autoriser à la revendre sous une marque à laquelle elle n'a pas droit, alors que la marchandise ne saurait être, de bonne foi, considérée comme ayant droit à la dénomination déposée » (Paris, 31 mai 1926).

Depuis 1919, c'est la loi spéciale du 6 mai de la même année, relative à la protection des appellations d'origine qui devient applicable en pareil cas.

3) *Tromperie sur la quantité.* — Qu'entendons-nous par quantité? Il s'agit évidemment de la quantité soit en poids, soit en nombre.

L'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905 prévoit et punit le fait de faire une livraison inférieure en poids, en volume ou en nombre à celle qui avait été stipulée dans la convention (Cr. 13 février 1909). On peut donc voir, que là encore, la loi sur les fraudes supprimait certaines restrictions apportées par la loi du 27 mai 1851. Cette dernière, ne réprimait en effet que la tromperie ou tentative de tromperie sur la quantité des choses livrées qu'autant que le fait incriminé avait été commis à l'aide de certains procédés que son article 1^{er} déterminait.

Constitue donc une tromperie sur la quantité tout procédé tendant à augmenter frauduleusement le poids ou le volume de la marchandise par addition de substances inertes (Cr. 4 avril 1857; 1^{er} août 1857; 6 août 1857; 23 août 1861; 1^{er} août 1867; 7 janvier 1876; 19 janvier 1877; 27 janvier 1878; 7 août 1890; 9 février 1894; Paris, 4 novembre 1905). Cette manœuvre frauduleuse constitue même, en plus, une circonstance aggravante punie spécialement par la loi.

4) *Tromperie sur l'identité.* — La tromperie sur l'identité de la chose livrée n'était pas prévue par la loi de

1851. Il a fallu attendre la loi de 1905, qui a innové sur ce point. L'introduction des mots « tromperie sur l'identité » trouve sa justification dans l'exposé des motifs : « Il y a tromperie sur l'identité, lorsque le vendeur livre une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat » ; ainsi que dans le rapport de M. le Sénateur Thévenet qui écrit : « L'identité suppose la vente d'un corps certain. J'achète un cheval que je choisis dans les écuries du marchand; il m'en livre un autre... »

Cependant, les termes du rapport de M. Thévenet indiquent une certaine restriction, restriction renforcée d'ailleurs par un arrêt de la Cour criminelle de la Cour de Cassation du 3 janvier 1929, dans lequel il est indiqué que la tromperie sur l'identité de la chose vendue ne peut recevoir application que pour la vente d'un corps certain et ne saurait être étendue à la mise en vente de denrées, qui, au moment de leur exposition, si elles étaient déterminées dans leur nature et leurs qualités ne l'étaient pas dans leur individualité.

e) Cas aggravant le fait de tromperie.

L'article 2 de la loi du 1^{er} août 1905 prévoit certaines circonstances aggravantes :

1° L'usage de poids, mesures et autres instruments faux ou inexacts;

2° les manœuvres ou procédés « tendant à fausser les opérations de l'analyse ou du dosage, du pesage ou du mesurage, ou bien à modifier frauduleusement la composition, le poids ou le volume des marchandises, même avant ces opérations » ;

3° les indications frauduleuses « tendant à faire croire à une opération antérieure et exacte ».

LA FALSIFICATION

a) *Généralités.*

L'article 3 de la loi du 1^{er} août 1905 prévoit et punit les falsifications lorsqu'elles sont pratiquées :

1° sur les denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux;

2° sur des substances médicamenteuses;

3° sur des boissons;

4° sur des produits agricoles ou naturels.

Il ne suffit pas d'ailleurs, pour que l'article 3 soit applicable, que l'une des denrées ainsi spécifiées ait été falsifiée, il faut encore que la chose soit « destinée à être vendue ». Il faut entendre par là, que c'est comme denrée alimentaire ou médicamenteuse que la chose est destinée à être vendue; par conséquent, s'il est établi, qu'elle a été destinée à tout autre usage industriel ou commercial, le délit disparaît.

Nous diviserons donc ce grand chapitre de la falsification en trois parties, puisque la loi prévoit et punit :

1° le fait même de falsification (article 3, paragraphe 1^{er});

2° l'exposition, la vente et la mise en vente de produits falsifiés (article 3, paragraphe 2 et 3);

3° leur détention sans motifs légitimes (article 4).

b) *Modalités de la falsification.*

La définition du mot « falsification » n'a pas toujours

était parfaite. La jurisprudence l'a défini dans ces termes : « La falsification consiste dans tout mélange tendant frauduleusement à détériorer au préjudice de l'acheteur la substance annoncée ». Puis on l'a défini ainsi : « La falsification s'entend de toute altération qu'on fait subir à la marchandise en vue de tromper l'acheteur, soit que les éléments de la chose aient été modifiés, soit qu'il y ait été introduit des produits d'une nature différente, soit que l'aspect en ait été modifié ».

Quoiqu'il en soit, remarquons avec M. Le Poittevin avant d'aller plus loin dans cette étude « qu'un délit de falsification constituera presque toujours un délit de tromperie sur la nature ou la quantité; mais la question de savoir sous quelle qualification la poursuite sera exercée ne présente aucun intérêt pratique, l'une et l'autre infraction étant punie des mêmes peines ».

1) *Falsification proprement dite.* — On peut falsifier un produit en y introduisant une substance étrangère; mais, pour être punissable, il faut que cette addition ait eu pour résultat, soit de dénaturer ou d'altérer la nature ou la qualité de la marchandise, soit de la détériorer au préjudice de celui auquel elle est destinée (Cr. 27 avril 1854; 20 janvier 1900; 24 mai 1901; 2 août 1901; 16 novembre 1917).

Le cas précédent n'est pas absolument nécessaire pour créer le délit de falsification, il suffit de pratiquer, soit l'opération à l'aide de laquelle on extrait d'une substance, destinée à être vendue comme pure, l'un des principes qu'elle renferme, soit encore l'opération qui

consiste à changer la physionomie d'un produit pour déguiser l'infériorité de sa qualité.

De même, il a été jugé, qu'il y a falsification lorsque, par l'addition d'un élément étranger à un produit, on modifie son aspect pour déguiser son infériorité et faire croire ainsi à l'acheteur à une qualité et, par suite, à une valeur qu'il n'a pas (Cr. 2 décembre 1906). Au contraire, il n'y a pas falsification quand l'addition n'est pas de nature à détériorer le produit et, par suite, à nuire à l'acheteur (Cr. 27 avril 1854). Mais cependant, s'il est vrai que la falsification n'est pas de nature à détériorer le produit, et s'il ne devait être livré qu'un produit exempt de tout mélange, il y a falsification (Cr. 2 juillet 1914).

Il en est de même encore quand on introduit en notable proportion, dans un produit alimentaire, des substances destinées à leur conservation et dont l'ingestion, même à petites doses, peut provoquer des troubles digestifs (Cr. 24 mai 1901). — Dans le même sens, constitue donc une falsification... l'introduction d'acide borique dans le saucisson (même arrêt). Cependant, la jurisprudence n'a pas été unanime à ce point de vue; car, il a été jugé, que relativement au borax ajouté pour la conservation des saucisses, il ne saurait y avoir délit de falsification (Rennes, 17 mars 1909).

Mais ce n'est pas tout, il faut absolument pour qu'il y ait délit, que le vendeur ait agi avec intention frauduleuse. Ce n'est pas là une innovation, ce n'est que la consécration par la Loi de 1905 des principes admis sur ce point sous le régime de la Loi de 1851 (Cr. 3 mai 1907).

2) *Exposition, vente et mise en vente de produits fal-*

sifiés — Conditions à remplir pour qu'il y ait délit. —
C'est le texte de l'article 3 de la Loi de 1^{er} août 1905 qui prévoit le fait d'exposer, mettre en vente ou vendre :

1° des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons et des produits agricoles ou naturels falsifiés (paragraphe 2);

2° des substances médicamenteuses falsifiées (paragraphe 3).

Nous ne nous occuperons ici, bien entendu, que du fait « d'exposer, mettre en vente ou vendre des produits servant à l'alimentation de l'homme ». A ce point de vue, pour qu'il y ait délit, il faut deux conditions : 1° que le produit ait été falsifié ; 2° qu'il ait été exposé, mis en vente ou vendu.

Sous le régime de la Loi de 1851, l'exposition de produits falsifiés n'était pas inclus dans le texte de la loi; cependant, la jurisprudence s'accordait déjà pour décider que « l'exposition » se trouvait comprise dans l'expression « mise en vente » que la Loi de 1851 contenait. Donc, là encore, la Loi de 1905 n'a fait que sanctionner l'interprétation donnée par la jurisprudence.

Il a été jugé, en plusieurs circonstances, qu'il suffit pour qu'une marchandise soit considérée comme « exposée ou mise en vente » qu'elle soit placée dans un magasin, une boutique ou un lieu ouvert servant au commerce et destiné à offrir aux acheteurs les marchandises propres à la consommation (Cr. 12 septembre 1846; 18 août 1853 ; 27 mars 1857). Il y a mise en vente également « lorsque les marchandises sont remises en gare; les gares par lesquelles les marchandises passent directement des mains de l'expéditeur en celles des destinataires pouvant être considérées comme des entrepôts de

marchandises, sans qu'il y ait à distinguer à cet égard entre les gares de départ et celles d'arrivée » (Paris, 16 décembre 1856; 3 avril 1857; 15 juillet 1858).

Mais, par contre, ne saurait être considérée comme exposition ou mise en vente la détention par un propriétaire du produit de sa récolte (Cr. 12 mai 1910).

Il y aura délit de mise en vente de denrées falsifiées, par le fait de faire disparaître rapidement de l'abattoir la viande d'une génisse achetée à vil prix, que le prévenu déclare « ne pouvoir être vendue dans un magasin, mais qui pouvait être expédiée aux Halles de Paris », malgré qu'il n'y ait pas eu de saisie régulièrement opérée « suivant les règles voulues » et que le vétérinaire inspecteur de l'abattoir ait seulement informé verbalement le boucher de la saisie effectuée, parce que la viande était « maigre, fiévreuse et toxique ». (Tribunal correctionnel de Villefranche de Rouergue, 1^{er} décembre 1921, confirmé par un arrêt de la Cour d'appel de Montpellier).

L'arrêt le plus intéressant pour nous est celui de la Cour de Paris du 16 février 1928 qui déclare que l'article 3 paragraphe 2, a une portée générale et vise les animaux vivants destinés à être abattus pour servir à l'alimentation de l'homme. Cet arrêt sera examiné plus en détail, lorsque nous traiterons, comme nous l'avons déjà dit, des applications de la loi à l'inspection de salubrité des viandes et des produits dérivés.

Connaissance de la falsification. — Pour qu'il y ait délit, il faut qu'il y ait eu connaissance de la falsification, c'est-à-dire qu'elle n'existe pas, par cela seul, qu'une denrée alimentaire falsifiée a été exposée, mise en vente

ou vendue. Cela résulte expressément de nombreux jugements (Cr. 5 février 1858; 11 mai 1888; 30 juin 1904; 27 avril 1907; 9 mai 1908; 12 janvier 1912).

Le tribunal correctionnel de St-Etienne, dans un jugement du 20 février 1912 a jugé que sont passibles des peines portées à l'article 1^{er}, ceux qui exposent, mettent en vente, ou vendent des denrées servant à l'alimentation de l'homme qu'ils savaient « être falsifiées, ou corrompus, ou toxiques », ainsi que les propriétaires qui, en connaissance de cause, vendent à un boucher des animaux malades, dont ils savent la viande impropre à la consommation publique.

A ce point de vue, le délit disparaît-il lorsque l'acheteur, avant d'acheter, connaît la falsification? Posons d'abord une condition essentielle : il s'agit d'une personne déterminée. Dans ce cas, la jurisprudence fait une distinction suivant le but que s'est proposé l'acheteur. S'il a acheté la marchandise pour la revendre, le délit existe (Cr. 22 juillet 1869; 13 mars 1884; 20 juin 1885; 14 janvier 1892; 14 mai 1892; 16 novembre 1917). Si, au contraire, le contractant a acheté le produit pour un emploi industriel qui lui fait perdre son caractère de denrée alimentaire, le délit disparaît. Et cela est juste, car, d'une part, aucun préjudice n'a été causé à l'acheteur puisqu'il sait ce qu'il achète, et d'autre part, il n'y a aucun danger pour le public puisque le produit se voit mis hors commerce.

3) *Détention de produits falsifiés. — Conditions à remplir. —*

a) *Détention dans un lieu déterminé par la loi. —* Il n'y a délit de détention de produits falsifiés, qu'autant

qu'elle a lieu dans l'un des locaux limitativement énumérés dans l'article 4, paragraphe 2. Ce sont « les magasins, boutiques, maisons ou voitures servant au commerce; les ateliers, chais, étables et lieux de fabrication, les entrepôts, abattoirs et leurs dépendances; les gares, les halles, foires et marchés. »

b) *Détention sans motifs légitimes.* — Pour qu'il y ait délit, il faut encore qu'il y ait détention sans motifs légitimes. Qu'entend donc dire le législateur par ces mots : « ceux qui, sans motifs légitimes, seront trouvés détenteurs... » ? Pour M. Le Poittevin, « par motif légitime, il faut entendre tout motif qui exclut l'intention frauduleuse, par exemple, l'existence d'un recours exercé contre le vendeur ». C'est ainsi qu'il a été jugé que « le fait par un négociant de posséder sciemment, pendant un temps quelconque, dans ses magasins, des beurres baratés, constitue le délit de détention de denrées alimentaires falsifiées. Il ne peut y avoir de motifs légitimes à détenir sciemment des denrées alimentaires falsifiées destinées à la vente (Cassation, 19 novembre 1909).

c) *Connaissance de la falsification.* — Il faut enfin, aux termes du paragraphe 4 du même article, que le détenteur ait su que les denrées étaient falsifiées. Mais, le simple fait de la détention crée une présomption contre le détenteur; c'est donc à lui qu'appartient de prouver qu'il ne connaissait pas la falsification. C'est ce qui a été affirmé au cours de la discussion de l'article 4, par le président de la Commission à la Chambre des députés, quand il a exposé les motifs pour lesquels on avait inscrit en tête de cet article les mots : « sans motifs légitimes ».

PRODUITS PROPRES A EFFECTUER LES FALSIFICATIONS

a) *Distinction à établir.*

Les mesures édictées par les articles 3 et 4 de la Loi du 1^{er} août 1905, modifiées par la Loi du 28 juillet 1912, relatives aux produits propres à effectuer les falsifications, ne s'appliquent pas, sans distinction, à tous produits à l'aide desquels des falsifications peuvent être opérées. Elles ne s'appliquent qu'aux « denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, les boissons, les produits naturels ou agricoles ». C'est à ces produits seuls que s'appliquent les mesures spéciales que nous allons exposer.

Mais il ne faut pas conclure de ce fait, que l'exposition, la vente et la mise en vente de produits destinés à la falsification de marchandises autres que celles visées limitativement par les articles 3 et 4 échapperont à toute répression. La vente dans ce cas, constitue un fait de complicité dans les termes des articles 59 et 60 du Code pénal sous cette triple condition :

- 1° que les produits aient été vendus;
- 2° que le vendeur ait su qu'ils étaient destinés à la falsification;
- 3° qu'en fait, une tromperie ait été commise par l'acheteur à l'égard de ses clients.

b) *Exposition, mise en vente ou vente de ces produits.*

L'article 3, paragraphe 4, envisageait le cas de « ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront, sous formes indiquant leur destination, des produits propres à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons et des produits naturels ou agricoles ». Mais ce texte présentait une difficulté; l'expression « sous formes indiquant leur destination » était obscure et fut remplacé par celle « connaissant la destination » lors de la discussion de la loi complémentaire du 28 juillet 1912. La portée de cette expression a été précisée dans le rapport de M. Fernand David en ces termes : « Désormais, pour que les sanctions de la loi soient applicables, il suffira que, d'une manière quelconque, quelle que soit la forme sous laquelle le produit sera vendu, la mauvaise foi du vendeur soit établie. En d'autres termes, il suffira qu'il soit prouvé par le poursuivant que le vendeur connaissait la destination frauduleuse que l'acheteur se proposait de donner au produit et qu'il mettait ce produit en vente pour cette destination ».

Lors de l'élaboration de la loi du 28 juillet 1912, le Gouvernement avait proposé d'ajouter la « fabrication » à l'expression « exposition, mise en vente ou vente », mais la Chambre des députés, après avoir entendu le rapporteur de la loi, M. Fernand David, estima « qu'il pouvait être dangereux d'incriminer le fabricant, alors qu'il ne livre pas ses produits au public. On eût pu ainsi aboutir à gêner des expériences respectables et de légitimes recherches ». Le fait de fabrication ne constitue donc pas en lui-même un délit, il faut qu'il y ait eu expo-

sition, mise en vente ou vente, ou bien comme nous allons le voir, qu'il y ait eu provocation à l'emploi.

c) Provocation à l'emploi de ces produits.

La provocation à l'emploi est assimilée à la mise en vente de produits propres à effectuer la falsification quand il y a fait d'avoir « provoqué à leur emploi par le moyen de brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces ou instructions quelconques ».

d) Détention de ces produits.

De la combinaison des paragraphes 2 et 6 de l'article 4 de la loi du 1^{er} août 1905, modifié par la loi de 1912, il résulte que la détention est punissable seulement à la condition :

1° qu'elle ait eu lieu sans motifs légitimes;

2° qu'elle ait été constatée dans l'un des lieux spécifiés au paragraphe 2 de cet article.

DEFINITION DE PRODUITS CORROMPUS

La loi du 1^{er} août 1905 prévoit et punit l'exposition, la mise en vente et la vente de substances corrompues ainsi que la détention de ces substances. Puisque les denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux sont des substances auxquelles s'appliquent les dispositions de la loi, il est intéressant pour nous de les étudier.

a) *Définition.*

L'état de corruption d'une marchandise consiste dans un degré d'altération produit par les lois naturelles de la fermentation et de la décomposition, à partir duquel une substance devient impropre à l'usage auquel elle était destinée, un ou plusieurs éléments essentiels ayant disparu. On peut encore le définir ainsi; une viande est corrompue lorsqu'elle est de « mauvaise qualité, décomposée, provient d'animaux maigres ou rachitiques, est capable de produire des troubles digestifs plus ou moins sérieux sans qu'il y ait néanmoins dégagement d'odeur nauséabonde ».

C'est dans le sens de cette deuxième définition, qu'un arrêt de la Cour de cassation du 30 juin 1904 statuant par le rejet du pourvoi contre un arrêt de la Cour d'appel de Nancy au sujet de la saisie et de la destruction des quartiers de devant d'un animal atteint de tubercu-

lose localisée à la poitrine, a interprété le mot « corrompu ».

On doit encore considérer comme denrées corrompues :... de la viande de boucherie qui s'est altérée par un trop long séjour à l'étal du boucher (Cr. 4 juin 1852); des œufs qui, bien que pouvant être utilisés pour certains usages industriels, sont impropres à la consommation normale en vue de laquelle ils ont été vendus (Cr. 19 avril 1913).

Mais d'après la 1^{re} séance du 15 décembre 1904 à la Chambre des députés, lors des débats précédant le vote de la loi de 1905, il a été dit que ne devait pas être regardé comme corrompu du beurre rance.

Il a d'ailleurs été fait des erreurs sur l'interprétation de l'expression « substances corrompues ». C'est ainsi qu'il a été jugé que le boucher qui met en vente la viande d'une vache affectée de tuberculose, alors que l'animal n'est pas mort de cette maladie et n'a pas été abattu parce qu'il en était atteint, doit être considéré comme mettant en vente une substance alimentaire corrompue (Limoges, 30 octobre 1896 — En ce sens : tribunal de la Seine, 9 novembre 1907). C'est là une erreur; une telle viande n'est pas corrompue; elle est malsaine et doit être considérée depuis 1905 comme « substance toxique ».

b) Conditions à remplir pour qu'il y ait délit.

Les conditions à remplir pour qu'il y ait délit, sont les mêmes que les règles relatives à l'exposition, à la mise en vente et à la vente de denrées falsifiées. Il faut donc que le vendeur ait eu connaissance que les substances étaient corrompues (Cr. 1^{er} août 1912).

Il en est de même pour la détention; les règles à observer sont celles relatives aux denrées falsifiées. Il faut donc :... qu'elle se soit produite dans un des locaux spécifiés limitativement dans l'article 4, paragraphe 2;... qu'elle ait eu lieu sans motifs légitimes;... que le prévenu ait connu l'état de corruption (Cr. 15 juin 1912).

DEFINITION DE PRODUITS TOXIQUES

a) *Définition.*

La définition des mots « ou toxiques » se trouve inclus dans les paroles de M. le député Cazeneuve, lorsqu'il défendit l'amendement qui ajoutait au projet initial les mots « ou toxiques » : « Nous visons (par l'expression substances corrompues) dans la loi toutes ces matières alimentaires... qui peuvent avoir subi plus ou moins la fermentation putride. Est-ce suffisant? Dans la pratique, on saisit d'autres produits alimentaires, notamment des viandes malsaines, indigestes, constituant une mauvaise marchandise. Le mot « toxique » de notre amendement y correspond. Le toxicité peut déterminer la mort, rarement, ou produire des accidents, vomissements et phénomènes intestinaux. Ce sont, par exemple, des viandes tuberculeuses ou provenant d'animaux atteints de la morve, viandes qui peuvent produire des accidents si elles sont mal cuites; elles ne sont pas corrompues, mais on doit les saisir comme toxiques, en prenant ce mot dans sa large acception de nuisibles à la santé ».

Sont considérées comme denrées toxiques :... de la viande de bestiaux morts ou abattus en état de maladie;... de la viande d'animaux tuberculeux (Douai, 19 avril 1907) ;... de la viande hydrohémique (Aix, 16 novembre 1918);... de la viande provenant d'un animal etteint de

rouget (Aix, 20 février 1924);... de la viande de veaux âgés de moins de six semaines (Le Poittevin).

Cependant, quoiqu'il ait été considéré que la viande provenant d'animaux tuberculeux tombe parfois sous le coup de la Loi de 1905, le fait est puni le plus souvent par application des articles 41 et 42 de la Loi du 21 juin 1898 et 32 de la Loi du 21 juillet 1881 (Cr. 29 juin 1899; Douai, 26 juin 1890).

b) Conditions à remplir pour qu'il y ait délit.

Les conditions à remplir pour qu'il y ait délit sont les mêmes qu'au cas où il s'agit de substances corrompues. Ce seront donc les mêmes que les règles relatives à l'exposition, la mise en vente et la vente de denrées falsifiées.

Cependant, il existe une difficulté au sujet de la peine à appliquer. Cela tient à une défectuosité de la rédaction des articles 3 et 4; il semble, en effet, que la peine soit, pour la mise en vente, celle prévue par l'article 1^{er} et pour la détention, celle prévue par l'article 4, paragraphe 1^{er}, et que ce ne serait qu'autant que la circonstance aggravante (nuisible à la santé ou toxique) serait relevée, que les peines édictées par les articles 3, paragraphes 6 et 4, paragraphes 7 et 8, seraient encourues. Ce regrettable état de fait, tient à ce que le projet primitif ne prévoyait pas les substances toxiques qui ont été ajoutées hâtivement en séance par l'amendement de M. Cazeneuve.

Remarquons enfin, que dans tous les cas, le vendeur ou détenteur doit avoir connu le caractère toxique de la substance (Paris, 7 novembre 1907).

REGLEMENTS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

a) *Généralités.*

Dans son article 11, la Loi du 1^{er} août 1905 a confié le soin au Gouvernement de statuer par des règlements d'administration publique, sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la loi. En ce qui nous concerne, elle a permis au Gouvernement de statuer sur :

1° la vente, la mise en vente, l'exposition et la vente des produits alimentaires;

2° les formalités prescrites pour opérer des prélèvements d'échantillons et procéder contradictoirement aux expertises sur les marchandises suspectes;

3° le choix des méthodes d'analyses de laboratoire;

4° les autorités pour rechercher et constater les infractions à la loi, ainsi que les pouvoirs qui leur sont conférés pour recueillir des éléments d'information auprès des diverses administrations publiques et des concessionnaires de transport.

Cet article 11 a été modifié d'abord par la loi du 28 juillet 1912, puis par celle du 6 mai 1919. La Loi du 28 juillet 1912 dans son article 5 a complété l'article 11 de la loi de 1905 en ce qui concerne les formalités prescrites pour opérer des prélèvements ou des saisies, ainsi que pour procéder contradictoirement aux expertises, en indiquant dans quels lieux les prélèvements et les saisies peuvent être effectués.

Certaines denrées font l'objet de règlements d'admi-

nistration publique pris, en vertu de la Loi du 1^{er} août 1905; ce sont, notamment, en ce qui nous concerne... les produits de la charcuterie;... les conserves de sardines.

Cette réglementation a été complétée par des arrêtés ministériels. Certains pris en vertu de l'article 3 de la loi de 1905 indiquent les conditions de salubrité que doivent présenter les viandes, abats ou issues pour pouvoir être livrées à la consommation.

B) *Prélèvements d'échantillons.*

a) *Généralités.* — A l'effet de contrôler la stricte exécution des dispositions légales sur la mise en vente et la détention des produits visés par la Loi du 1^{er} août 1905, l'article 11, paragraphe 3, a prévu que des prélèvements d'échantillons pourront être opérés, et a délégué au Gouvernement le droit de prescrire par des règlements d'administration publique, les formes qui devront être suivies. C'est le décret du 22 janvier 1919 qui fixe actuellement ces règles.

b) *Est-il toujours nécessaire de prélever des échantillons?* — 1) *Le délit est certain.* — Avant la promulgation du décret du 22 janvier 1919, la question des prélèvements d'échantillons était mal réglementée, et la jurisprudence variait du tout au tout dans ses arrêts. C'est qu'au lendemain de la loi du 1^{er} août 1905, le règlement d'administration publique du 31 juillet 1906 pris en vertu de l'article 11 de la loi était très incomplet. Une question n'était pas tranchée : est-il toujours nécessaire d'opérer des prélèvements?

Un jugement du tribunal de la Seine du 18 février 1907 avait jugé que les prélèvements étaient inutiles,

lorsque le délit était certain et constaté par un procès-verbal de flagrant délit. L'avocat du prévenu avait fait plaider que la poursuite était irrégulière, aucun prélèvement n'ayant été fait par les agents de la répression des fraudes et, par suite, aucune expertise contradictoire n'était possible, conformément à la Loi du 1^{er} août 1905 et au décret du 31 juillet 1906. Sur appel, la Cour de Paris a infirmé le jugement. Elle a estimé : 1^o qu'aux termes de l'article 4 du décret du 31 juillet 1906, les prélèvements dans les abattoirs et leurs dépendances, les halles, foires et marchés sont obligatoires dans les cas où les boissons, denrées ou produits paraissent falsifiés, corrompus ou toxiques; 2^o) que la loi ne fait aucune distinction entre le délit certain et celui qui ne l'est pas, et, en matière de fraudes alimentaires, lorsque des prélèvements peuvent être opérés, les déclarations ou procès-verbaux des agents de l'autorité sont insuffisants pour établir le délit. Mais sur pourvoi du Procureur général de Paris, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'appel en estimant que l'article 12 de la loi du 1^{er} août 1905 dit simplement que les expertises seront contradictoires lorsqu'elles seront indispensables pour établir le délit; que les autres modes de preuves admis par la loi, et, en particulier, le flagrant délit, établissant le délit certain rendent inutiles, dans certains cas, les prélèvements d'échantillons.

Par contre, un arrêt de la Cour de Cassation du 12 janvier 1907 a cassé le jugement de la Cour d'Aix du 22 novembre 1906 parce qu'il s'agissait d'une fraude présumée au cours de laquelle le juge avait ordonné une expertise contradictoire dont la Cour d'Aix avait fait état dans son arrêt.

Ainsi, la question de la compétence des services d'inspection des viandes était réglée. Elle ne pouvait être limitée puisque les procès-verbaux dressés pour les cas de fraude constatée ne laissant aucun doute dans l'esprit du tribunal sont valables. Les prélèvements n'ont aucune raison d'être quand la fraude est certaine.

2) *Les prélèvements et l'inspection de salubrité des viandes et des produits dérivés.* — Le décret du 31 juillet 1906 présentait une autre défectuosité capitale, c'était de rendre obligatoire les prélèvements quand il s'agit de produits corrompus. En septembre 1906, le chef du service sanitaire de Roubaix dressa procès-verbal à un boucher qui détenait de la viande de cheval non estampillée et corrompue. Lors de la comparution du prévenu au tribunal, le procureur général n'admit point comme cause de nullité l'inaccomplissement des formalités de prélèvements d'échantillons visés par l'article 11, paragraphe 3, de la Loi de 1905 déclarant que : « si les prélèvements sont obligatoires dans tous les cas où les denrées paraissent falsifiées, corrompues ou toxiques, il était impossible de faire des prélèvements, puisqu'il fallait conserver des viandes qui n'auraient pas manqué de se putréfier ».

Cependant, le 26 novembre 1907, la 8^e chambre correctionnelle du tribunal de la Seine, présidée par M. Lemerrier, était appelée à juger un cultivateur prévenu d'avoir mis en vente, aux Halles centrales, de la viande de porc atteint de rouget. Le prélèvement de quatre échantillons n'ayant pas été fait, l'inculpé fut acquitté. C'était nier l'impossibilité d'appliquer, en matière d'inspection de salubrité des viandes, les dispositions relatives aux pré-

lèvements. La Cour semblait oublier que la rapide altération des viandes, rend tout prélèvement d'échantillons, en vue d'expertise contradictoire, absolument illusoire. C'était d'ailleurs l'avis du Ministre de l'Agriculture, avis formulé dans une circulaire aux préfets en date du 9 juillet 1907 qui dit que :

1° le procès-verbal est suffisant quand la fraude est réellement constatée;

2° On ne peut s'appuyer sur la loi de 1905 pour pratiquer la saisie et la destruction des viandes corrompues ou insalubres. Dans ce cas, il faut s'appuyer sur l'article 99 de la loi du 5 avril 1884, ou sur le paragraphe 4 de l'article 477 du Code pénal, et en l'absence d'arrêtés antérieurs, en prendre de nouveaux pour pallier à cet inconvénient;

3° Quand la saisie et la destruction s'imposent, faire en résumé un arrêté spécial, car il importe de distinguer nettement.

a) la saisie et la destruction des viandes corrompues ou insalubres que, seul, un arrêté basé sur la loi de 1884 et l'article 477 du Code pénal, peut permettre de réaliser.

b) L'application de la Loi du 1^{er} août 1905, en suivant la procédure fixée par le décret du 31 juillet 1906 ou en utilisant les procès-verbaux de flagrant délit que la jurisprudence paraît disposée à admettre.

Quoique se refusant à s'appuyer sur la Loi de 1905 pour pratiquer la saisie et la destruction des viandes corrompues ou toxiques, cette circulaire ministérielle tendait à admettre que le décret du 31 juillet 1906, relatif aux prélèvements, n'est pas applicable aux cas de viandes insalubres.

En résumé, il découle nettement des faits précédents,

qu'il faut établir une distinction bien nette entre l'inspection de salubrité des viandes et l'inspection de salubrité des produits dérivés qui, eux, peuvent se conserver et, par conséquent, faire l'objet de prélèvements. Mais toutefois, il convient de remarquer, que cela ne veut pas dire, que l'inspecteur ne puisse pas compléter son examen, quand cela est possible, par tous les moyens d'investigation que la science met à son service.

c) Division du sujet :

Les réserves expresses étant posées, il nous est permis maintenant d'envisager le mécanisme et les règles qui président à l'exécution des prélèvements d'échantillons et à leur analyse. Pour cela, nous diviserons notre chapitre de la manière suivante :

a) Personnes qualifiées et lieux où peuvent être opérés les prélèvements;

b) Différence à établir entre le prélèvement et la saisie;

c) Méthodes à suivre pour opérer les prélèvements :

a) Comment ils sont opérés;

b) Comment ils sont envoyés au laboratoire;

d) Analyse des échantillons au laboratoire :

a) Laboratoires compétents;

b) But de l'analyse du laboratoire; Méthodes à suivre;

c) Suites données à l'analyse.

A) *Personnes qualifiées et lieux où peuvent être opérés les prélèvements.*

a) *Personnes qualifiées :*

Sont qualifiés pour procéder aux recherches et opérer les prélèvements :

- 1° Les inspecteurs du service de la répression des fraudes;
- 2° Les commissaires de police;
- 3° Les commissaires de police spéciale des chemins de fer et des ports;
- 4° Les vétérinaires départementaux;
- 5° Les agents des contributions indirectes et des douanes, les vérificateurs des poids et mesures, agissant à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions;
- 6° Les inspecteurs des halles, foires, marchés, abattoirs;
- 7° Les agents agréés et commissionnés à la demande des syndicats professionnels, conformément à l'article 65 de la Loi de finances du 27 février 1912;
- 8° Les agents des octrois et les vétérinaires individuellement désignés par les préfets pour concourir à l'application de la Loi du 1^{er} août 1905 et commissionnés par eux à cet effet;
- 9° Les agents spéciaux institués par les départements ou les communes pour concourir à l'application de ladite loi, quand ces agents ont été agréés par le Ministre et commissionnés par les préfets.

Il convient de remarquer que cette liste n'est strictement limitative qu'au cas où les prélèvements sont opérés en vue d'une analyse administrative. Si le prélèvement est ordonné par le juge d'instruction, au cours

d'une procédure d'information, rien ne s'oppose à ce qu'ils soient effectués par d'autres auxiliaires de la justice (C. 18 juin 1914). Rien ne s'oppose également à ce que l'acheteur prélève lui-même des échantillons en vue d'une analyse (Cir. 14 novembre 1918).

b) Lieux où ils peuvent être opérés :

Aux termes de l'article 11, paragraphe 3, de la Loi de 1905, modifié par la loi du 28 juillet 1912, les prélèvements d'échantillons peuvent être opérés dans les lieux énumérés à l'article 4 de la Loi du 1^{er} août 1905, complété par l'article 2 de la loi de 1912. Ce sont : magasins, boutiques, maisons ou voitures servant au commerce, ateliers, chais, étables, lieux de fabrication contenant des produits destinés à la vente, entrepôts, abattoirs et dépendances, halles, gares, foires et marchés.

Une autre condition est exigée. Il ne suffit pas que le local soit un de ceux qui viennent d'être énumérés, il faut encore qu'il contienne des produits destinés à la vente.

On voit donc que, s'il est facile de pénétrer chez les commerçants, il n'en est pas de même pour les non-commerçants, où il faudra en plus à l'inspecteur des fraudes une ordonnance du juge de paix du canton, comme le définit l'article 11, paragraphe 8, de la Loi du 1^{er} août 1905, modifié par celle du 28 juillet 1912. Ce paragraphe porte, en effet : « Dans les locaux particuliers, tels que chais, étables ou lieux de fabrication appartenant à des personnes non patentées ou occupées par des exploitants non patentés, les prélèvements et les saisies ne pourront être effectués contre la volonté de ces personnes qu'en vertu d'une ordonnance du juge de paix

du canton; ces prélèvements et ces saisies ne pourront y être opérés que sur des produits destinés à la vente ».

b) *Distinction à établir entre le prélèvement et la saisie :*

Jusqu'ici, nous n'avons pas envisagé de distinction entre le prélèvement et la saisie. Il ne faut pas les confondre l'un et l'autre.

Tandis que le prélèvement n'est qu'une simple prise d'échantillons, la saisie ne peut être faite qu'en vertu d'une autorisation de justice, notamment d'une ordonnance du juge d'instruction, sauf dans les deux cas prévus limitativement par l'article 11, paragraphe 7, de la Loi du 1^{er} août 1905.

L'article 11, paragraphe 7, modifié par la loi de 1912 porte, en effet : « Dans les lieux susvisés (tous les lieux où les inspecteurs et agents peuvent opérer des prélèvements) et sur la voie publique, les saisies ne pourront être faites, en dehors de toute autorisation judiciaire, que dans le cas de flagrant délit de falsification, ou dans le cas où les produits sont reconnus corrompus ou toxiques ». La saisie est même obligatoire, dans ce dernier cas, d'après l'article 7 du décret du 22 janvier 1919.

Après avoir constaté le délit, l'agent du service de la répression des fraudes dresse un procès-verbal sur lequel il consigne, avec toutes les mentions exigées pour les procès-verbaux de prélèvement toutes les circonstances de nature à établir devant l'autorité judiciaire la valeur des constatations faites (Décret 22 janvier 1919, art. 8, paragraphe 1^{er}). L'article 8, paragraphe 2, dit que le procès-verbal est envoyé dans les vingt-quatre heures au Procureur de la République; une copie est transmise au Préfet.

L'article 9, paragraphe 1^{er}, exige que les produits saisis soient placés sous scellés et envoyés au Procureur de la République en même temps que le procès-verbal. Il exige encore, que devant l'impossibilité d'un envoi immédiat, ils soient laissés en dépôt à l'intéressé, ou, sur son refus, dans un lieu choisi par l'agent verbalisateur.

L'article 9, paragraphe 2, nous intéresse davantage. Il prévoit que, s'il s'agit de produits reconnus corrompus ou toxiques, l'agent peut procéder à leur destruction, à leur stérilisation ou à leur dénaturation; les opérations sont relatées et justifiées dans le procès-verbal. Cette disposition dispense donc l'inspecteur de tout prélèvement au sujet de l'inspection de salubrité des viandes, puisqu'il n'aura à intervenir dans la plupart des cas que pour la saisie de viandes « corrompues ou toxiques ». Comme nous l'avons déjà vu, la jurisprudence s'accordait bien en ce sens, mais aucune disposition de loi jusqu'en 1919, ne réglait définitivement la question de prélèvements d'échantillons en matière de viandes « corrompues ou toxiques ». Exceptionnellement, cependant, des prélèvements réguliers devront être opérés, si l'état de corruption se trouve masqué intentionnellement. C'est ce qui résulte de l'instruction du Ministre de l'Agriculture du 12 mars 1907; car, en ce cas, il y a aggravation du délit par tromperie sur l'identité de la marchandise, et il est possible que cette dernière preuve ne soit faite qu'à l'aide d'une expertise contradictoire.

c) Méthodes à suivre pour opérer les prélèvements :

a) *Comment ils sont prélevés.* — Les règles à suivre pour opérer les prélèvements d'échantillons sont tracées par les articles 10 à 18 du décret du 22 janvier 1919.

L'article 10 dit que tout prélèvement comporte la prise de quatre échantillons destinés : l'un au laboratoire, les trois autres éventuellement aux experts. Si l'expertise contradictoire est demandée au cours de l'instruction, l'un des échantillons est remis à l'expert désigné par le juge, l'autre à l'expert choisi par l'inculpé, enfin le troisième au tiers-expert. Si les règles de l'article 10 ne sont pas observées, en ne remettant pas, par exemple, un échantillon au tiers-expert, la nullité de la procédure pourra être invoquée au cours du procès. Cependant, il y a une restriction; il a été jugé qu'il est de principe que l'inobservation des formalités prescrites par la loi n'entraîne la nullité de la procédure qu'autant qu'elle porte atteinte aux droits de la défense (Cir. 25 juillet 1908).

L'article 17 prévoit qu'il est dérogé à la règle prescrivant le prélèvement de quatre échantillons lorsqu'en raison de la trop faible quantité du produit, la division en quatre échantillons est impossible. Dans ce cas, l'agent qui effectue le prélèvement place sous scellés la totalité du produit.

L'article 18 prévoit qu'il est encore dérogé à la règle prescrivant le prélèvement de quatre échantillons, lorsqu'un produit est rapidement altérable, et qu'il ne peut faire, en raison de sa nature, l'objet d'un prélèvement de quatre échantillons homogènes. Un seul échantillon sera alors placé sous scellés, dans un lieu propre à en assurer la conservation, la plus longue possible. Cela avait d'ailleurs déjà été remarqué et pris en considération par les tribunaux dès 1907, à la suite d'un procès-verbal de M. Mallef relatif à une affaire de viandes tuberculeuses introduites en fraude d'octroi et saisies par le service vétérinaire d'Angers. Il est bien certain que

M. Mallet avait raison quand il déclarait qu'il est matériellement impossible, dans certains cas, de prélever quatre échantillons identiques : « Il est incontestable, en effet, que les agents des intoxications alimentaires d'origine microbienne ne sont pas assimilables aux ingrédients que le chimiste recherche dans les aliments suspects de falsification. Ils ne sont pas répartis d'une façon uniforme au sein des tissus. Telle région riche en ganglions fournit une ample récolte de bactéries spécifiques (tuberculose, rouget), tandis que telle autre n'en contient pas ou presque pas. Faut-il rappeler que pour les produits travaillés de la charcuterie, il peut en être de même ? On n'a pas oublié le cas de saucisson tuberculeux trouvé aux Halles centrales et pour lequel à l'analyse bactériologique, nous avons trouvé des bacilles tuberculeux vivants et virulents (tuant 2 cobayes sur 4). Or, dans ce saucisson, les produits tuberculeux se trouvaient, non pas uniformément répartis dans la masse de hachis ayant servi de matière première, mais bien sous la forme de quelques amas de tissu ganglionnaire légèrement infiltré de calcaire et assez riche en bacilles ». (Hygiène de la viande et du lait, 1907, p. 522).

b) *Comment ils sont envoyés au laboratoire.* — Lorsque l'inspecteur des fraudes fait un prélèvement, il doit obligatoirement rédiger un procès-verbal sur papier libre (Décret, 22 janvier 1919, article 11).

Le procès-verbal doit porter les mentions suivantes :

1° Les nom, prénoms, qualité et résidence de l'agent verbalisateur;

2° La date, l'heure et le lieu où le prélèvement a été effectué;

3° Les nom, prénoms, profession, domicile ou résidence de la personne chez laquelle le prélèvement a été opéré, ou, si le prélèvement a eu lieu en cours de route, les noms et domiciles des personnes figurant sur les lettres de voiture comme expéditeurs ou destinataires;

4° La signature de l'agent verbalisateur.

L'article 11 ajoute que « le procès-verbal doit contenir un exposé succinct des circonstances dans lesquelles le prélèvement a été opéré, relater les marques et étiquettes apposées sur les enveloppes ou récipients, l'importance du lot de marchandise échantillonné; ainsi que toutes les indications jugées utiles pour établir l'authenticité des échantillons prélevés, l'identité de la marchandise et la dénomination sous laquelle cette denrée était détenue ou mise en vente.

L'article 11, paragraphe final, dit, enfin : « que le propriétaire ou détenteur de la marchandise, ou, le cas échéant, le représentant de l'entreprise de transport peut, en outre, faire inscrire au procès-verbal toutes les déclarations qu'il juge utiles. Il est invité à signer le procès-verbal; en cas de refus, mention en est faite par l'agent verbalisateur ».

L'article 13 traite de la mise sous scellés de tout échantillon prélevé. « Les scellés sont appliqués sur une étiquette composée de deux parties, savoir : 1° un talon qui ne sera enlevé que par le chimiste au laboratoire, après vérification du scellé; 2° un volant qui sera détaché à la préfecture au moment de la réception et annexé au procès-verbal ». Les indications qu'il y a à porter sur le talon, par l'agent verbalisateur, sont les suivantes :

1° Nature du produit;

2° Dénomination sous laquelle il est mis en vente;

3° Date du prélèvement.

Ce ne sera qu'au moment de la réception de l'échantillon à la préfecture ou au service administratif qu'une quatrième mention sera portée :

Le numéro sous lequel les échantillons sont enregistrés par ce service.

Le volant doit porter, en plus des indications précédentes : le nom et l'adresse du propriétaire ou détenteur de la marchandise, ou, « en cas de prélèvement en cours de route, ceux des expéditeurs et destinataires ». Le volant doit enfin être signé par l'agent verbalisateur.

Remarquons d'ailleurs, que l'inobservation de ces règles n'est pas toujours une cause de nullité du procès. Il a été jugé, en effet, sous le régime du décret du 31 juillet 1906, qui prescrivait les mêmes formalités, que la nullité ne pouvait être invoquée que s'il en était résulté un préjudice pour la défense (10 avril 1908; 4 mars 1910). Il en est de même, quand la preuve du délit peut résulter des débats, notamment des dépositions des témoins entendus à l'audience (Cir. 3 avril 1914; 9 mars 1916).

L'article 14, paragraphes 1 et 2, mentionne que le propriétaire ou détenteur de la marchandise prélevée, doit en déclarer la valeur. Si l'estimation, ainsi faite, du prix des échantillons prélevés est trouvée trop élevée, l'agent verbalisateur doit le mentionner, et déclarer la valeur réelle de ceux-ci.

L'article 14, paragraphe 3, prévoit la remise d'un récépissé au propriétaire ou détenteur de la marchandise qui mentionne la valeur des échantillons.

L'article 14, paragraphe 4, prévoit enfin le prélèvement en cours de route; dans ce dernier cas, un récépissé sera remis au représentant de l'entreprise de transport indi-

quant la nature et la quantité des marchandises prélevées.

Notons, toutefois, que l'inobservation des règles édictées par l'article 14 ne saurait entraîner la nullité de la procédure.

L'article 15, paragraphes 1 et 2, déclare que l'un des échantillons est laissé au propriétaire ou détenteur du produit; au cas de refus, mention en sera faite au procès-verbal. Son paragraphe 3, ajoute enfin que « sous aucun prétexte, l'intéressé ne doit modifier l'état de l'échantillon qui lui est confié ».

L'article 16, paragraphes 1 et 3, dit que le procès-verbal et les échantillons doivent être envoyés dans les vingt-quatre heures par l'agent verbalisateur, soit à la préfecture du département où a eu lieu le prélèvement, soit, pour Paris, à la préfecture de Police. Toutefois, pour simplifier la procédure, des décisions ministérielles prises sur la proposition des préfets peuvent autoriser l'envoi des échantillons aux sous-préfectures ou à tout autre service administratif.

L'article 16, paragraphe 4, prévoit que le lieu où les échantillons ont été envoyés « inscrit le numéro d'entrée sur les deux parties de l'étiquette que porte chaque échantillon; puis, dans les vingt-quatre heures, transmet l'un des échantillons au laboratoire dans le ressort duquel le prélèvement a été effectué. Les échantillons à comparer doivent être adressés au même laboratoire ».

L'article 16, paragraphes 5 et 6, indique qu'avant de transmettre les échantillons au laboratoire compétent, il faut :

- 1° Détacher le volant de l'étiquette;
- 2° Annexer ce volant au procès-verbal;

3° Le talon seul suit l'échantillon au laboratoire;

4° Les deux autres échantillons sont conservés à la préfecture.

Toutefois, l'article 16, paragraphe 7, ajoute que tous les volants peuvent être détachés des talons et annexés au procès-verbal, dans le cas, où la nature des denrées ou des produits est telle qu'ils doivent être envoyés tous au laboratoire pour que ce dernier puisse en assurer la conservation.

d) *Analyse des échantillons au laboratoire :*

a) *Laboratoires compétents.* — L'article 19 du décret du 22 janvier 1919 indique les laboratoires qui peuvent procéder à l'analyse des échantillons. Ce sont :

1° Les laboratoires de l'Etat;

2° Les laboratoires « créés par les départements et les communes lorsqu'ils ont été reconnus en état d'assurer ce service et agréés par une décision ministérielle prise sur l'avis conforme de la commission permanente ».

Dans ses paragraphes 1 et 2, l'article 19 déclare que le Ministre de l'Agriculture prendra des arrêtés déterminant le ressort des laboratoires d'Etat, en raison des moyens dont il dispose. Il résulte de cette dernière disposition que le ressort d'un laboratoire peut être ou limité à un département ou à plusieurs, ou enfin pour quelques-uns à toute la France.

b) *But de l'analyse du laboratoire. Méthodes à suivre :*

L'analyse du laboratoire a surtout pour but de signaler aux enquêteurs les anomalies trouvées dans les produits qui leur ont été expédiés.

Il en résulte, que cette analyse ne revêt qu'une impor-

tance toute relative, puisqu'elle peut être remplacée sur la demande du juge d'instruction ou de la juridiction de jugement, par une expertise contradictoire. Ce sont alors les résultats de celle-ci qui peuvent être seuls pris en considération.

Cependant, si le prévenu n'a pas exigé une expertise contradictoire, l'analyse du laboratoire reprend toute sa force, car dans ce cas, il a accepté implicitement le résultat qu'elle a fourni. Il a été jugé, de plus, que « l'expertise contradictoire ne s'imposant pas comme un moyen unique de preuve en matière de falsifications, les juges du fait peuvent, en l'absence de toute réclamation du prévenu, ne pas recourir à cette mesure ». (Cir. 3 mai 1919).

Méthodes à suivre :

L'article 20, qui reproduit exactement les dispositions de l'article 12 du décret du 31 juillet 1906, prévoit que les laboratoires ne peuvent pratiquer l'analyse des échantillons que par les méthodes indiquées par la commission technique permanente. Si, toutefois, certaines méthodes n'ont pas été publiées par cette dernière, la circulaire ministérielle du 20 février 1907 porte que : « en l'absence d'instructions spéciales, les laboratoires procéderont à l'analyse par les méthodes qui leur paraîtront les plus propres à déceler les fraudes ».

c) Suites données à l'analyse :

Dans les huit jours qui suivent la réception des échantillons, le laboratoire qui a pratiqué l'analyse doit dresser un rapport sur lequel sont consignés les résultats. Ce rapport sera adressé au préfet du département expédi-

teur de l'échantillon; à Paris, il sera adressé au préfet de police.

La circulaire ministérielle du 20 février 1907 déclare que pour les échantillons reconnus : « ni falsifiés, ni corrompus, ni toxiques », le directeur du laboratoire se bornera à envoyer un bulletin disant que les échantillons portant tels numéros, n'ont révélé aucune infraction à la Loi du 1^{er} août 1905; dans le cas contraire, le directeur adressera, pour chacun des échantillons, un bulletin portant, avec ses conclusions, les résultats de l'analyse.

L'article 22 règle la marche à suivre pour la préfecture :

1° Quand le rapport du laboratoire ne révèle aucune infraction à la Loi de 1905;

2° Quand il y a eu infraction.

Dans le premier cas, la préfecture prévient l'intéressé du résultat négatif de l'analyse et lui fait savoir, en même temps, que : « sur sa demande et contre l'envoi du récépissé remis au moment du prélèvement, il lui sera adressé un mandat de remboursement de la valeur des échantillons prélevés ». Les trois échantillons conservés à la préfecture deviennent alors sa propriété; ils sont détruits ou reçoivent telle destination qui paraît convenable à l'administration.

Dans le second cas, la préfecture transmet immédiatement le rapport du laboratoire au procureur de la République en y joignant le procès-verbal et les trois échantillons réservés.

MODES DE PREUVES

L'article 12 de la Loi du 1^{er} août 1905 a, par dérogation au droit commun, établi le principe de l'expertise contradictoire. Cela est logique, tant que la preuve de droit commun est impuissante à déceler le délit. Nous allons voir, cependant, que si l'expertise contradictoire doit être faite dans les formes prévues tant par l'article 12 que par le règlement d'administration publique pris en exécution de l'article 11 de la même loi, elle n'est pas toujours nécessaire.

a) *Preuve de droit commun :*

Si la Loi de 1905 a innové en ce qui concerne la forme des expertises, elle n'a en rien modifié les règles relatives à la preuve. Le juge n'est pas obligé, dans tous les cas, de recourir à l'expertise contradictoire. Il a été jugé fréquemment que l'article 11 ne fait pas obstacle à ce que la preuve du délit puisse être faite devant les tribunaux correctionnels suivant les règles de droit commun.

Dès 1908, la question si controversée de l'expertise contradictoire venait de recevoir une solution partielle par un arrêt de la Cour de Cassation du 28 février de la même année. Un arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 30 novembre 1907, par infirmation d'un jugement du tribunal correctionnel du 18 février 1907 : « avait relaxé un boucher, poursuivi pour mise en vente de viande corrompue à la suite d'un procès-verbal dressé par le vétérinaire

sanitaire aux Halles de Paris, constatant que la viande d'un animal envoyé à Paris par ce boucher était corrompue par la maladie ». Sur pourvoi du procureur général, la Cour de Cassation a cassé le jugement de la Cour d'Appel de Paris en établissant : « que l'article 12 de la Loi du 1^{er} août 1905 porte simplement que toutes les expertises nécessitées par l'application de cette loi seront contradictoires et qu'il ne résulte pas de cette disposition que la loi nouvelle ait prescrit l'expertise contradictoire comme le mode unique de preuve du délit dans tous les cas, à l'exclusion des autres preuves de droit commun. Et si l'article 4 du décret du 31 juillet 1906 prescrit qu'il soit opéré un prélèvement sur les denrées qui paraissent corrompues, ce prélèvement n'est indispensable que si la preuve du délit ne résulte pas des autres modes de preuve admis par la loi et s'il y a lieu à l'expertise ».

Par la suite, cette interprétation s'est affirmée comme la seule possible, surtout après la promulgation du décret du 22 janvier 1919 qui édicte que si les infractions à la Loi du 1^{er} août 1905 : « doivent être recherchées et constatées, conformément aux dispositions » qu'il prescrit, celles-ci ne font pas, toutefois « obstacle à ce que la preuve des dites infractions puisse être établie par toutes voies de droit commun ». Il a été jugé, en effet, que le fait d'exposer, de mettre en vente ou de vendre des denrées servant à l'alimentation de l'homme, alors qu'on les sait « falsifiées, corrompues ou toxiques » et sans que la viande incriminée n'ait fait l'objet d'aucune visite sanitaire est passible des peines portées à l'article 1^{er} de la Loi du 1^{er} août 1905. Le tribunal a accepté là, la preuve du droit commun, puisqu'il a basé son opinion sur l'aveu

du délinquant « d'avoir livré à la consommation la viande de vaches » mortes ou sacrifiées *in extremis*, ainsi que « par les déclarations formelles réitérées et motivées du vétérinaire départemental Guichard ». Tribunal correctionnel de Saint-Etienne, 20 février 1922).

Il a été jugé également que : « quoique les constatations faites, dans une gare de chemin de fer et dans un abattoir, par le vétérinaire départemental et le vétérinaire municipal, n'aient pas été contradictoires, elles constituent, néanmoins, un moyen d'information devant être retenu au même titre que les autres modes de preuve ». Tribunal correctionnel de Mende, 13 juillet 1922 et Cour d'appel de Nîmes, 7 décembre 1922).

La Cour de Cassation, dans un arrêt rendu à la date du 17 janvier 1924, a encore estimé que : « la mesure édictée par l'article 12 de la Loi du 1^{er} août 1905 n'est prescrite que pour le cas où les expertises sont encore possibles; et les dispositions du décret du 22 janvier 1919 ne font pas obstacle à ce que la preuve des infractions à cette loi puisse être établie par toutes voies de droit commun ». Cela résulte d'un arrêt antérieur de la Cour de Cassation, du 24 janvier 1920, qui dit que : « si ladite loi soumet les expertises à un régime exceptionnel, elle ne fait pas obstacle à ce que la preuve en cette matière puisse continuer à se poursuivre suivant les principes généraux et dans les termes du droit commun ».

Enfin, la preuve de droit commun a suffi dans d'autres circonstances, notamment dans les cas ci-après (Cir. 12 mai 1906; 22 janvier 1909; 7 juin 1913; 8 août 1913; 13 décembre 1913; 27 avril 1917; 30 janvier 1920; 18 mars 1921).

Cela étant admis, il est sans intérêt de rechercher si

l'expertise est irrégulière, dès lors que la constatation du délit résulte de l'aveu du prévenu (Cir. 26 octobre 1917).

b) *Expertises contradictoires* :

Mais, dans certains cas, l'expertise contradictoire est absolument nécessaire; il nous faut donc en étudier la mise en œuvre. Elle a été admise par l'article 12 de la Loi du 1^{er} août 1905; l'article 24 du décret du 22 janvier 1919 dispose que : « s'il y a lieu à expertise, il est procédé conformément aux règles ci-après ». Ces règles sont contenues dans les articles 25 à 32 du décret.

Remarquons d'abord, que l'expertise faite contradictoirement avec l'un des prévenus, alors seul au procès, est un document opposable aux autres prévenus ultérieurement compris dans la poursuite (Cir. 18 juin 1911). De même, un jugement du 17 avril 1912, délacre que « lorsque plusieurs des inculpés ont renoncé à l'expertise contradictoire, le juge peut faire état, au regard de ces inculpés, des résultats de l'expertise contradictoire à laquelle des échantillons prélevés comme falsifiés ont été soumis à la demande de l'un de leurs co-inceulpés ». (Cir. 17 avril 1912).

L'article 25 prévoit le cas, où la présomption de fraude ou de falsification résulte de l'analyse faite au laboratoire. Dans ce cas, « l'auteur présumé de la fraude ou de la falsification est avisé par le procureur de la République qu'il peut prendre communication du rapport du laboratoire et qu'un délai de trois jours francs lui est imparti pour présenter ses observations et pour faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire ».

L'article 26, paragraphe 1^{er}, indique qu'il est désigné deux experts, l'un par le juge d'instruction, l'autre par le prévenu. Le même article, paragraphes 2 et 3 prévoit :

« qu'un délai est imparti à cet effet par le magistrat instructeur à l'intéressé qui a toutefois le droit de renoncer explicitement à cette désignation et de s'enrapporter aux conclusions de l'expert désigné par le juge. Si l'intéressé, sans avoir renoncé à son droit, n'a pas désigné son expert dans le délai qui lui a été imparti, cet expert est nommé d'office par le juge d'instruction. ».

L'article 26, paragraphe 4, dit que : « les experts sont choisis sur les listes spéciales dressées dans chaque ressort par les cours d'appel ou les tribunaux civils ». Les prescriptions édictées par ce paragraphe doivent être rigoureusement observées. Il a été jugé, en effet, qu'« est nulle une expertise contradictoire faite par deux experts dont l'un, celui qui a été choisi par le juge d'instruction, n'était plus inscrit sur la liste des experts ». (Paris, 15 mai 1923).

Par contre, l'article 26, paragraphe 5, dit que « l'inculpé a le droit de choisir son expert en dehors des listes officielles; mais s'il use de cette faculté, son choix est subordonné à l'agrément du juge d'instruction ».

L'article 27, paragraphes 1, 2 et 3, donne comme règle qu'« après vérifications de l'intégrité des scellés, les deux experts sont mis, en possession, tant de l'échantillon précédemment remis à l'intéressé que d'un des deux autres échantillons. Le juge d'instruction doit donner, en outre, communication aux experts des procès-verbaux de prélèvements ainsi que des factures, lettres de voiture, pièces de régie et d'une façon générale de tous les documents que la personne mise en cause a jugé utile de produire ou que le juge s'est fait remettre. Il les commet, en outre, à l'expertise de tous échantillons de comparaison qui ont

pu être prélevés administrativement ou qui pourront être prélevés, par la suite, sur son ordre ».

Dans son paragraphe 4, l'article 27, prévoit qu' « aucune méthode officielle n'est imposée aux experts; ils opèrent à leur gré, ensemble ou séparément chacun d'eux étant libre d'employer les procédés qui lui paraissent les mieux appropriés ». Cependant, le paragraphe 5 du même article, ajoute que : « toutefois, il doivent discuter en commun leurs conclusions et dresser un seul rapport. S'ils sont d'avis différents, ou s'ils ont des réserves à formuler sur des conclusions communes, chacun d'eux indique son opinion ou ses réserves, et les motifs à l'appui ». Sur ce dernier point, le décret du 22 janvier 1919 innovait; l'article 19 du décret du 31 juillet 1906 prévoyait que chaque expert déposerait un rapport. Sous ce régime, il avait même été jugé que « les experts ne sont pas tenus de se communiquer les résultats de leur analyse avant de déposer leurs rapports ». (Cr. 6 janvier 1912; 16 mars 1912). Aujourd'hui, cette solution ne peut plus être admise; la jurisprudence antérieure devient caduque.

L'article 28 dit que « si l'intéressé ne présente pas son échantillon intact, dans le délai fixé par le juge d'instruction, il ne doit plus être fait, à aucun moment, état de cet échantillon. Les deux experts sont, dans ce cas, commis à l'examen d'un échantillon unique, le quatrième étant réservé pour l'arbitrage éventuel d'un tiers expert ».

L'article 29 dispose que « si les deux experts sont en désaccord, il y a lieu de désigner un tiers expert pour les départager. La désignation est faite par les experts eux-mêmes. Mais, s'ils ne peuvent s'entendre sur le choix, la désignation est faite par le président du tribunal civil; le

tiers expert peut être choisi en dehors des listes officielles ».

L'article 30 règle la question des dégustateurs. « Sur la demande des experts, ou sur celle de la personne mise en cause, des dégustateurs, choisis dans les mêmes conditions que les autres experts, sont adjoints à ces derniers pour l'examen des échantillons. Leur avis doit être consigné par les experts dans le rapport d'expertise ».

SANCTIONS PENALES

a) *Peines applicables.*

1) *Peines principales.* — La Loi du 1^{er} août 1905 a déterminer la peine principale applicable à chacun des délits qu'elle prévoit. En matière de tromperie, la peine est un emprisonnement de trois mois à un an et une amende de 100 fr. à 500 fr. ou l'une de ces deux peines seulement (article 1^{er}, paragraphe final).

L'article 3 punit des peines prévues par l'article 1^{er} ci-dessus énoncé la falsification ou l'exposition, la mise en vente et la vente de produits falsifiés. La simple détention de ces produits est punie par l'article 4 d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 50 à 3.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement. Quand il s'agit de produits propres à effectuer les falsifications, les peines sont les mêmes que celles prévues; d'une part, pour l'exposition ou la vente de denrées falsifiées, et, d'autre part, pour la détention de ces denrées.

2) *Peines complémentaires.* — La Loi de 1905 n'a pas prévu que des peines principales; mais, à côté de celles-ci, elle a déterminé certaines peines complémentaires.

a) *Confiscation et destruction.* — L'article 6 de la Loi du 1^{er} août 1905 prévoit que « les objets dont la vente, l'usage ou la détention constituent le délit, s'ils appar-

tiennent encore au vendeur ou détenteur sont confisqués ». Son paragraphe 2 déclare que « si les objets confisqués sont utilisables, le Tribunal peut les mettre à la disposition de l'Administration pour être attribués aux établissements d'Assistance publique ». Son paragraphe 3 dit enfin que « s'ils sont inutilisables ou nuisibles, les objets sont détruits ou répandus aux frais du condamné ».

b) *Publication du jugement.* — L'article 7, paragraphe 1^{er} prévoit que « le tribunal peut ordonner, dans tous les cas, que le jugement de condamnation sera publié intégralement ou par extraits dans les journaux qu'il désignera et affiché dans les lieux qu'il indiquera, notamment aux portes du domicile, des magasins, usines et ateliers du condamné, le tout à ses frais, sans toutefois que les frais de cette publication puissent dépasser le maximum de l'amende encourue ».

b) *Circonstances atténuantes; sursis à l'exécution.*

1) *Circonstances atténuantes.* — L'article 8, paragraphe 2, de la Loi du 1^{er} août 1905 prévoit l'application de l'article 423 du Code pénal relatif aux circonstances atténuantes « même au cas de récidive », aux délits prévus par la loi. — Son paragraphe 3 ajoute que « le tribunal, en cas de circonstances atténuantes, pourra ne pas ordonner l'affichage et ne pas appliquer l'emprisonnement ».

2) *Sursis à l'exécution.* — D'après l'article 8, paragraphe 4, « le sursis à l'exécution des peines d'amende édictées par la présente loi ne pourra être prononcé en vertu de la Loi du 26 mars 1891 »; mais, cette interdic-

tion ne peut être que strictement limitative, et il en résulte nécessairement que le sursis peut être accordé pour l'exécution des peines d'emprisonnement.

c) *Circonstances aggravantes; récidive.*

1) *Circonstances aggravantes.* — a) *tromperie.* — Si l'article 1^{er} de la loi de 1905 soumet le délit de tromperie aux peines principales édictées plus haut, l'article 2 prévoit certaines circonstances aggravantes :

1° L'usage de poids, mesures et autres instruments faux ou inexacts;

2° Les manœuvres ou procédés « tendant à fausser les opérations de l'analyse ou du dosage, du pesage ou du mesurage, ou bien à modifier frauduleusement la composition, le poids ou le volume des marchandises, même avant ces opérations » ;

3° Les indications frauduleuses « tendant à faire croire à une opération antérieure et exacte ».

Le paragraphe 1^{er} du même article 2 prévoit alors que dans ces circonstances, l'emprisonnement peut être porté à deux ans.

b) *Falsification et produits propres à les effectuer.* — S'il s'agit de la falsification ou de l'exposition, de la mise en vente et de la vente de produits falsifiés ou même simplement de la simple détention de ceux-ci, dans l'un et l'autre cas, une circonstance aggravante est prévue par les articles 3 et 4 : c'est le fait que la substance est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux. Dans le premier cas, les peines seront alors de trois mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 500 à 10.000 francs (article 3, paragraphe 6); dans le second cas, les

peines seront seulement de trois mois à un an d'emprisonnement et une amende de 100 à 5.000 francs (article 4, paragraphes 7 et 8).

Pour les produits propres à effectuer les falsifications, les circonstances aggravantes seront les mêmes que précédemment.

2) *Récidive*. — a) *Règles générales*. — L'article 5 de la Loi du 1^{er} août 1905, modifié par la Loi du 15 juillet 1907 porte qu' « il n'y a récidive que lorsqu'un individu condamné par application, soit de la loi du 1^{er} août 1905, soit de certaines lois limitativement spécifiées, a, dans les cinq ans qui suivent la date à laquelle cette condamnation est devenue définitive, commis un nouveau délit tombant sous l'application, soit de la Loi de 1905, soit d'une des lois ainsi spécifiées ». Il faut donc, qu'une première condamnation ait été prononcée. De plus, il faut considérer avec le législateur, qu'en général, la première peine serait une amende; donc la récidive a pour effet, non pas d'augmenter le taux de l'emprisonnement, mais de le rendre obligatoire.

b) *Règles applicables aux cas d'infraction aux règlements d'administration publique*. — Dans le cas d'infraction aux règlements d'administration publique, la récidive cesse d'être régie par l'article 5, mais par l'article 13 de la même loi.

Cet article 13 prévoit une première et seconde récidive.

La première récidive est celle qui se produit « dans l'année de la condamnation »; elle n'entraîne pas l'application d'une peine d'emprisonnement, le taux seul de l'amende est élevé pour le minimum de 16 à 50 francs

et pour le maximum de 50 à 300 francs (article 13, paragraphe 2).

La seconde-récidive est celle qui se produit dans l'année qui suit le jour où la seconde condamnation est devenue définitive. En ce cas, non seulement l'amende est encore aggravée, mais « un emprisonnement de six jours à quinze jours pourra être prononcé » (article 13, paragraphe 3).

QUELQUES APPLICATIONS DE LA LOI DU 1^{er} AOUT 1905

a) *Les viandes hydrohémiques et l'application de la Loi de 1^{er} août 1905.*

Ici se pose une question de doctrine intéressante, c'est l'application de la Loi du 1^{er} août 1905 à la détention, l'exposition, la mise en vente ou la vente de viandes hydrohémiques. Si deux arrêts, l'un émanant de la Cour d'appel d'Aix, l'autre de la Cour d'appel de Nîmes sont d'accords pour condamner le délinquant, ils diffèrent essentiellement tant qu'aux conclusions juridiques auxquels ils aboutissent. Alors que le 11 novembre 1921, un arrêt de la Cour de Nîmes « ne considère qu'une tromperie sur la qualité substantielle dans le fait par un hôtelier, d'avoir abattu clandestinement et de détenir dans l'une des dépendances de son établissement, un mouton maigre, cachectique et à viande aqueuse », la Cour d'appel d'Aix, dans un arrêt antérieur du 16 novembre 1918 condamne le prévenu en reconnaissant « aux viandes hydrohémiques, les caractères des viandes toxiques dont la vente, la mise en vente ou la détention sont passibles des pénalités inscrites dans les articles 3 et 4 de la Loi du 1^{er} août 1905 ».

Pour M. Conte, « cette diversité dans la jurisprudence pour des affaires litigieuses de même ordre met, une fois encore, en évidence les lacunes de notre réglementation en matière d'inspection des viandes, et la gravité des affirmations des experts en matière de droit pénal ».

Il regrette que la loi « ne spécifie ni ne définit, en matière de viandes, les caractères de la corruption, ni de la toxicité ». Il ajoute qu'un décret du 15 avril 1912, stipulait dans son article 7 que « des arrêtés pris pour assurer l'exécution de l'article 3, paragraphe 2 de la Loi du 1^{er} août 1905, par le Ministre de l'Agriculture, après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, de l'Académie de médecine et du Comité consultatif des épizooties déterminent :

« 1° Les cas où les viandes, abats et issues provenant d'animaux comestibles sont toxiques et, par suite, totalement ou partiellement impropres à la consommation;

« 2° Les caractères auxquels on reconnaît que les viandes, abats ou issues provenant de ces animaux sont corrompus;

« 3° Des arrêtés pris, dans les mêmes formes, fixant les cas où, sans être toxiques ou corrompus, les viandes, abats ou issues sont impropres à la consommation »;

N'ont jamais été promulgués.

Mais si nous regrettons avec M. Conte, l'absence de réglementation, « codifiant les maladies ou altérations qui peuvent entraîner la toxicité des viandes, les caractères qui trahissent leur corruption ainsi que les états quelconques qui, sans rendre les viandes corrompues ou toxiques, les font déclarer impropres à la consommation », nous ne sommes pas tout à fait d'accord pour le cas spécifié ici. Il nous paraît, en effet, qu'il doit être bien tranché; pour nous, les viandes hydrolémiques doivent être considérées comme « produits toxiques », et leur vente, leur mise en vente ou leur détention doivent être « passibles des pénalités inscrites dans les articles 3 et 4 de la Loi du 1^{er} août 1905 ». Cela résulte des pa-

roles que nous avons déjà citées de M. le député Caze-neuve, lors de la discussion de la loi devant la Chambre; nous pensons donc, avec lui, que les viandes hydrolémi-ques sont « des viandes malsaines, indigestes, consti-tuant une mauvaise marchandise ».

b) *Expédition des viandes « corrompues ou toxiques »
et la loi du 1^{er} août 1905.*

Le fait par un boucher d'expédier « les deux cuisses d'une vache... provenant d'un animal atteint de tuber-culose avérée et manifeste » malgré « qu'avant l'abatage, des personnes et notamment le concierge de l'abattoir » eussent « observé que l'animal litigieux était dans un état de cachexie démonstrateur de son incomedibilité » constitue-t-il le délit d'exposition, de mise en vente ou de vente de substances corrompues ou toxiques, ou bien simplement le délit de détention sans motifs légitimes et en vue de la mise en vente ou de la vente des dites subs-tances? La distinction est intéressante à établir tant qu'aux pénalités différentes applicables en pareil cas. Ces pénalités sont, en effet, absolument dissemblables, car si dans le premier cas le prévenu est passible des peines portées aux articles 1 et 3, soit un emprisonne-ment de trois mois à un an et une amende de 100 à 5.000 francs ou l'une de ces deux peines seulement, dans le second, il n'est passible que des prescriptions de l'article 4, modifié et complété par l'article 2 de la loi du 28 juillet 1912, soit un emprisonnement de six jours à trois mois et une amende de 50 à 3.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

La jurisprudence se montre fort hésitante et adopte indifféremment les deux systèmes. Si le tribunal correc-

tionnel de Mende, dans deux jugements des 13 juillet 1922 et 29 novembre 1923, le tribunal correctionnel de Marvejols, dans un jugement du 21 février 1924, et enfin la Cour de Nîmes dans un arrêt du 7 décembre 1922 indiquent qu'il y a lieu d'appliquer les pénalités prévues par les articles 1 et 3, la Cour d'appel de Riom, dans un arrêt du 18 juin 1924, estime au contraire que « l'expédition dans une gare de viande corrompue ou toxique ne constitue pas la mise en vente, mais uniquement la détention; que cette détention, se trouve effectuée sans motif légitime et constitue le délit prévu par l'article 2 de la Loi du 28 juillet 1912 et réprimé par l'article 4 de la Loi du 1^{er} août 1905 ».

Cependant, nous nous rallierons au premier système, en nous basant pour parfaire notre opinion sur trois jugements de la Cour de Paris estimant qu'il y a mise en vente « lorsque les marchandises sont remises en gare; les gares par lesquelles les marchandises passent directement des mains de l'expéditeur en celles des destinataires pouvant être considérées comme des entrepôts de marchandises, sans qu'il y ait à distinguer à cet égard entre les gares de départ et celles d'arrivée ». (Paris, 16 décembre 1856; 3 avril 1857; 15 juillet 1858).

c) *La loi sur le Code rural et la Loi du 1^{er} août 1905.*

1) *Vente de viande de porc atteint de rouget.* — L'article 42 de la Loi du 21 juin 1898 sur le Code rural stipule que « la chair des animaux atteints de maladies contagieuses, quelles qu'elles soient, ou abattus comme atteints de la peste bovine, de la morve ou du farcin, des maladies charbonneuses, du rouget et de la rage, ne peut être livrée à la consommation ». Or le rouget n'était pas

compris dans la liste des maladies contagieuses prévue par la Loi du 21 juillet 1881; donc, puisque la Loi du 21 juin 1898 « ne comporte pas de sanctions pénales et qu'en attendant que celles-ci soient votées par le Parlement il est de doctrine et de jurisprudence que les pénalités spécifiées dans les articles 30 à 36 de la Loi du 21 juillet 1881 continuent à recevoir leur application, mais seulement en ce qui concerne les prescriptions de la loi sur le Code rural déjà prescrites par la Loi du 21 juillet 1881, il y a lieu de conclure que, relativement aux viandes d'animaux abattus pour cause de rouget, le délit prévu par l'article 42, paragraphe 1^{er}, du Code rural est dépourvu de toute sanction ». (A. Conte). Il s'ensuit naturellement que le délit de mise en vente de viande de porc atteint de rouget sera prévu et puni par les prescriptions de l'article 3 de la Loi du 1^{er} août 1905.

C'est l'interprétation qu'a donné, à juste titre, la Cour d'Aix, dans un arrêt rendu le 20 février 1924, en jugeant que « le fait par un boucher d'acheter des porcs atteints de rouget pour les abattre dans sa tuerie et de vendre ou de mettre en vente la viande, constitue le délit prévu par l'article 3 de la Loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes et non une infraction à la législation sur la police sanitaire des animaux ».

2) *Vente d'animaux morts*. — Nous allons encore examiner ici un résultat de la carence de la loi sur le Code rural. Dans son article 27, la Loi du 21 juin 1898 spécifie bien que « la chair des animaux morts d'une maladie quelle qu'elle soit ne peut être vendue et être livrée à la consommation »; mais comme ladite loi n'édicte aucune pénalité, et que ce délit n'a pas été prévu par la

Loi du 21 juillet 1881, cette défense resterait sans effet si les tribunaux n'appliquaient pas, soit l'article 1^{er}, soit l'article 3 de la Loi du 1^{er} août 1905.

C'est ce dernier principe qui a été adopté par le tribunal correctionnel de Cahors, dans un jugement du 22 septembre 1923, et sur appel, par la Cour d'Agen, dans un arrêt du 13 décembre de la même année en condamnant le boucher fraudeur « coupable au lieu de détruire un mouton mort asphyxié durant son transport, en voiture, de la bergerie du vendeur à l'abattoir privé du boucher, d'avoir saigné l'animal, de l'avoir habillé et de l'avoir expédié, avec six autres moutons de bonne qualité, aux Halles Centrales, à Paris, où il est saisi par le Service d'inspection vétérinaire par application des articles 1 et 3 de la Loi du 1^{er} août 1905 ».

d) *La vente des animaux vivants et la Loi du 1^{er} août 1905.*

Lorsqu'au début de cette thèse, nous avons défini les marchandises sur lesquelles porte la tromperie, nous nous sommes réservé le droit de montrer les conséquences juridiques et pratiques de l'extension de cette expression aux animaux vivants.

1) *Conséquences juridiques.* — D'après la plupart des auteurs (Monier, Chesney, Roux, Popineau et Le Poittevin) l'expression « marchandises » ne doit pas être employée dans un sens restrictif, mais au contraire dans son acception la plus large et la plus étendue. Dès lors, il est incontestable que le mot « marchandises » comprend même les animaux vivants, et que lorsqu'ils sont mis en vente, ou vendu ils peuvent donner lieu à l'application de la Loi du 1^{er} août 1905.

Cette doctrine se trouve d'ailleurs entièrement justifiée par le rapport de M. le Sénateur Thévenet qui, pour donner un exemple de tromperie sur l'identité, prend le cas d'un animal vivant; « j'achète un cheval que je choisis dans les écuries du marchand; il m'en livre un autre... »

La jurisprudence, malgré ses arrêts antérieurs, semble devoir suivre la doctrine. La Cour de Paris, dans un arrêt du 27 novembre 1922, juge en effet que « la disposition de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905, qui prévoit et réprime la tromperie dans les ventes de marchandises, a une portée générale et s'applique à toutes les choses mobilières et notamment aux animaux vivants ». C'est donc à tort que le tribunal de la Seine (13 mars 1908; gazette des Tribunaux : 14 mars 1908) avait jugé que « le fait de vendre un cheval, dont les dents avaient été maquillées pour dissimuler son âge, ne pouvait constituer la tromperie sur les qualités substantielles de la chose, parce que cette tromperie portait sur un animal ». La Cour d'Appel d'Amiens a jugé, il est vrai « qu'il n'y avait pas délit de tromperie au sens de l'article 1^{er} de la Loi du 1^{er} août 1905, dans le fait d'avoir vendu un cheval atteint d'emphysème pulmonaire »; mais son arrêt se base sur ce que « si cette maladie est incontestablement un vice rédhibitoire donnant lieu à une action en garantie, quand celle-ci est intentée dans les délais légaux, elle n'affecte certainement ni la nature, ni les qualités substantielles de l'animal qui en est atteint » (Amiens, 8 octobre 1915).

Jusqu'à ces deux dernières années, l'arrêt de la Cour de Paris du 27 novembre 1922 était le seul qui faisait application de la Loi de 1905 aux animaux vivants. Il

fallut attendre confirmation de cette manière de voir d'abord par un arrêt de la Cour d'appel d'Amiens du 27 octobre 1927, et ensuite par un arrêt très intéressant par ses conclusions de la Cour de Cassation du 16 février 1928.

Dans l'arrêt du 27 octobre 1927, la Cour d'Amiens juge que « rien ne permet de penser que la viande sur pied, l'animal vivant ne doit pas être rangé dans la catégorie des denrées et produits spécifiés dans l'article 3, paragraphe 2 de la Loi du 1^{er} août 1905 et qu'on ne voit pas par quel motif le législateur aurait exclu les animaux de ladite loi ».

Sur pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'Amiens, la Cour de Cassation, dans un arrêt rendu le 16 février 1928, confirme définitivement la jurisprudence précédente en décidant que « la disposition de l'article 3, paragraphe 2 de la Loi du 1^{er} août 1905 a une portée générale et qu'elle vise les animaux vivants destinés à être abattus pour servir à l'alimentation de l'homme ».

Nous avons donc le droit de conclure qu'en matière de vente d'animaux vivants, qu'ils soient destinés à la boucherie ou même à tout autre service, « les vendeurs qui sciemment auront trompé ou tenté de tromper les acheteurs sur l'origine, l'identité ou les qualités substantielles des animaux objets de la vente, seront passibles des pénalités inscrites dans l'article 1^{er} de la Loi du 1^{er} août 1905.

2) *Conséquences pratiques.* — La jurisprudence précédente expose-t-elle dans tous les cas le vendeur aux pénalités de la Loi de 1905? Nécessairement non; on ne comprendrait pas qu'un agriculteur qui, voyant sa bête

dépréciée, se hâte de l'envoyer à la boucherie, puni pour mise en vente de viande « corrompue ou toxique » ou bien pour tentative de tromperie. Sa bonne foi peut être certaine; il ne fait que sauvegarder ses intérêts « laissant en dernière analyse aux services d'inspection sanitaire l'appréciation de la salubrité de l'animal vendu et abattu d'urgence ».

Il n'y aurait délit que dans le cas où le propriétaire « aurait connaissance du caractère toxique de la viande qu'il destine à la consommation ».

Il découle de cette manière de voir que « sa précipitation à envoyer son animal à l'abattoir ne saurait, en aucune façon être retenue comme un indice de tentative coupable. En agissant ainsi, son but est d'éviter la corruption ou la toxicité qui pourraient être la conséquence d'une plus longue attente. Le témoignage du vétérinaire traitant qu'il se réservera d'invoquer en tout état de cause, suffira à l'exonérer de toute responsabilité pénale ».

Cependant, il faut bien se rendre compte que l'arrêt de la Cour de Cassation du 16 février 1928 entraîne le vendeur à une très grande prudence en matière de vente d'animaux malades. Nous lui recommanderons donc avec M. Rennes, de ne livrer ces animaux à la boucherie qu'après avis d'un vétérinaire qui devra les distinguer en bêtes d'équarissage et en bêtes de boucherie. Celui-ci, « en présence d'un animal manifestement impropre à la consommation » devra le faire envoyer au clos d'équarissage; au contraire, s'il a devant lui un animal qui ne soit pas « manifestement impropre à la consommation », il peut le faire proposer pour la boucherie « sous réserve d'une inspection de salubrité ».

CONCLUSIONS

Nous n'avons pas voulu, dans cette thèse, discuter plus ou moins âprement certains points de doctrine ou de jurisprudence; nous nous sommes bornés à faire un exposé doctrinal et à montrer la place importante que la Loi du 1^{er} août 1905 tient dans l'inspection de salubrité des viandes et des produits dérivés.

La Loi de 1905 prévoit, pour son application, des décrets portant règlement d'administration publique; et, en particulier, l'un d'eux, le décret du 22 janvier 1910 a mis fin à de nombreuses difficultés relatives aux prélèvements d'échantillons. Il a réglé définitivement la question des prélèvements d'échantillons de viande, en statuant que ceux-ci peuvent ne pas avoir lieu quand le délit est certain et quand on se trouve en présence de denrées rapidement alterables. Il a permis de distinguer l'inspection de salubrité des viandes et l'inspection de salubrité des produits dérivés; dans le premier cas, les prélèvements sont généralement impossibles, dans le second, ils doivent toujours être faits.

Nous nous sommes attachés à montrer ensuite que contrairement à certains jugements l'article 11 ne fait pas obstacle à ce que la preuve du délit puisse être faite devant les tribunaux correctionnels suivant les règles du droit commun.

Enfin, après avoir passé en revue très succinctement les différentes peines applicables aux fraudeurs, nous

avons étudié, certaines applications faites par les tribunaux de la loi sur les fraudes. Nous avons vu comment la présente loi pouvait se substituer à la Loi du 21 juin 1898 sur le Code rural devant la carence de celle-ci. Enfin, nous avons développé et commenté un arrêt récent de la Cour de Cassation qui permet d'étendre à la vente des animaux vivants les prescriptions de la Loi du 1^{er} août 1905, en prenant, comme le permet la doctrine et les travaux préparatoires de la loi, le mot « marchandises » dans son acception la plus large.

VU : Le Doyen,
H. ROGER.

VU : Le Président,
BALTHAZARD.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

1. BLANC (CH.) ET TOUBEAU. — Fraudes commerciales; vente de substances falsifiées.
2. XAVIER DE BORSSAT. — Législation et jurisprudence nouvelles sur les fraudes et les falsifications.
3. DOCTEUR PAUL CAZENEUVE. — Les fraudes et leur répression.
4. CHICON. — Le contrôle administratif des viandes.
5. DALLOZ. — Répertoire pratique.
6. LALUBIE. — Loi du 1^{er} août 1905, sur la répression des fraudes et falsifications.
7. LE POITTEVIN (GUSTAVE).
 - a) Dictionnaire, formulaire des Parquets (fraudes et falsifications).
 - b) Traité pratique des falsifications.
8. MONIER, CHESNEY ET ROUX. — Traité théorique et pratique sur les fraudes et falsifications.
9. PIETTRE.
 - a) Hygiène alimentaire. Inspection des viandes et des aliments d'origine carnée. Industrie et législation. Viande saine.
 - b) Inspection des viandes et des aliments d'origine carnée. Industrie et législation. Viande malade. Triperie: Charcuterie.
10. ROUSSEAU (M.). — De la répression des fraudes alimentaires.
11. SIMON-AUTEROCHÉ (E.). — Répression des fraudes. Commentaires de la Loi du 1^{er} août 1905.
12. TOUBEAU (MAXIME). —
 - a) La surveillance des viandes destinées à l'alimentation.
 - b) La répression des fraudes sur les produits alimentaires.
 - c) Commentaire de la Loi du 8 juillet 1912 sur la répression des fraudes commerciales.
13. PÉRIODIQUES.
 - a) Hygiène de la viande et du lait.
 - b) Revue des abattoirs.
 - c) Revue pratique des abattoirs.
 - d) Revue générale de médecins vétérinaire.
 - e) Revue vétérinaire.
 - f) Gazette des tribunaux.

TABLEAU DE LA LEGISLATION

I. — *Textes antérieurs à la Loi du 1^{er} août 1905, restés en vigueur*

Code pénal : articles 477, paragraphe 4; 479, paragraphe 6; 480, paragraphe 3; 481, paragraphe 1^{er}.

1851. — 27 mai et 17 mars.

1855. — 5 mai.

II. — *Loi du 1^{er} août 1905 et législation postérieure*

1905 — 1^{er} août. — Loi sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles.

1906 — 11 juillet. — Loi relative à la protection des conserves de sardines, de légumes et de prunes contre la fraude étrangère.

1907 — 15 juillet. — Loi modifiant l'article 5 de la Loi du 1^{er} août 1905 (art. 6).

1908 — 5 août. — Loi modifiant l'article 11 de la Loi du 1^{er} août 1905 et complétant cette loi par un article additionnel.

1912 — 15 avril. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la Loi du 1^{er} août 1905, en ce qui concerne spécialement les viandes, produits de la charcuterie, fruits, légumes, poissons et conserves.

1913 — 28 juin. — Loi rendant les dispositions de la Loi du 11 juillet 1906 applicables à toutes les conserves étrangères de poissons entrant en France.

1913 — 30 juillet. — Loi établissant une taxe annuelle sur certains établissements commerciaux, pour subvenir aux frais de surveillance en vue de la répression des fraudes (art. 7).

1919 — 22 janvier. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la Loi du 1^{er} août 1905.

1923 — 7 septembre. — Décret déterminant les conditions de

remboursement, par les fraudeurs condamnés aux dépens, des frais de prélèvements et d'analyse.

III. — *Arrêtés ministériels et circulaires*

1906 — 1^{er} août. — Arrêté agricole, commercial et industriel, fixant les mesures à prendre pour le prélèvement des échantillons.

1919 — 1^{er} août. — Arrêté agricole, relatif à la procédure de prélèvements et d'analyse pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 et du décret du 22 janvier 1919.

TÂBLE DES MATIÈRES

HISTORIQUE	5
La tromperie	8
La falsification	18
Produits propres à effectuer les falsifications	25
Définitions de produits corrompus	28
Définition de produits toxiques	31
Règlements d'administration publique	33
Modes de preuves	51
Sanctions pénales	58
Quelques applications de la Loi du 1 ^{er} août 1905	63
CONCLUSIONS	72
BIBLIOGRAPHIE	74
TABLEAU DE LA LÉGISLATION	75

— LES PRESSES MODERNES —

— 43, rue de Maubeuge — Paris (9^e) —

— Ateliers de Verdun (Meuse) —
